

Chastre, le 30 juin 2020.

## Convocation à l'Assemblée générale.

Madame, Monsieur,

Nous avons le plaisir de vous communiquer la convocation pour l'Assemblée générale de l'Intercommunale sociale du Brabant wallon qui se tiendra le **03 septembre 2020 à 18 h 00** au siège social (rue de Gembloux, 2, 1450 Chastre).

Ordre du jour :

1. Modification des représentations communales – prise d'acte ;
2. Procès-verbal du 10 décembre 2019 – approbation - document en annexe ;
3. Rapport du Collège des contrôleurs aux comptes – prise d'acte - document en annexe ;
4. Rapport de gestion du Conseil d'administration et ses annexes – approbation - document en annexe ;
5. Rapport du Comité d'Audit – prise d'acte - document en annexe ;
6. Comptes de résultat, bilan 2019 et ses annexes – approbation - document en annexe (+ document au format BNB ultérieurement) ;
7. Rapport d'activité 2019 – approbation - document visualisable ou téléchargeable à l'adresse : <https://miniurl.be/r-37nr> ;
8. Décharge aux administrateurs – décision - proposition de décision jointe ;
9. Décharge au Collège des contrôleurs aux comptes – décision - proposition de décision jointe
10. Nomination d'un membre du Collège des contrôleurs aux comptes – décision - document en annexe.

Conformément à l'article L1523-13, §1<sup>er</sup>, al 5, nous vous demandons de communiquer que la séance de l'Assemblée générale est ouverte à toutes les personnes domiciliées sur le territoire d'une des communes ou de la Province associées.

En outre, et pour autant que de besoin, nous vous rappelons que l'article L1523-23, §1<sup>er</sup>, al 4 dispose que « *dans les 48 heures de la réception de la convocation par la commune, il est procédé à son affichage. L'ordre du jour est également affiché* ».

Recevez, Madame, Monsieur, nos meilleures salutations.

A stylized blue ink signature of Vincent De Laet.

Vincent De Laet  
Directeur général

A stylized blue ink signature of Anne Masson.

Anne Masson  
Présidente

## Procès-Verbal de l'Assemblée générale de l'ISBW du 10 décembre 2019

Présents :

ENTITE	NOM	PRENOM
Beauvechain	Lemaire-Noel	Monique
Beauvechain	Dal	Antoine
Braine-L'Alleud	Debus	Olivier
Chastre	Ryckmans	Hélène
Chastre	Brison	Christine
Chastre	Gendarme	Fabienne
Chastre	Ferrière	Anne
Chaumont-Gistoux	Sansdrap	Carole
Chaumont-Gistoux	Escoyez-Charles	Claire
Chaumont-Gistoux	Docquier	Pierre-Yves
Court-Saint-Etienne	Baroo	Sarah-Lou
Court-Saint-Etienne	Tricot	Michel
Genappe	Huts	Benoît
Grez-Doiceau	Van Heemsbergen	Emmanuelle
Grez-Doiceau	Henrard	Christine
Ittre	Peeterbroeck	Françoise
Ittre	Carton	Pascale
Jodoigne	Henriouille	Ludivine
Jodoigne	Delmez	Bénédicte
Jodoigne	Delmez	Annie
La Hulpe	Caby	Jean-Marie
Lasne	Gillis	Alain
Mont-Saint-Guibert	Chenoy	Marie-Céline
Mont-Saint-Guibert	Paesmans	Christel
Mont-Saint-Guibert	Paulus	Christiane
Nivelles	Leclercq	Grégory
Nivelles	Theys	Claudine
Orp-Jauche	Remy	Sarah
Orp-Jauche	Stordeur	Maud
Orp-Jauche	Nemery	Annick
Orp-Jauche	D'Udekem d'Acoz	Thérèse
Perwez	Bidoul	Véronique
Perwez	Hemptinne	Mia
Rebecq	Dehantschutter	Marie-Thérèse
Rebecq	Ophals	Patrick
Rixensart	Pirart	Gaëtan
Rixensart	Chatelle	Christian
Villers-La-Ville	Druet	Marc
Villers-La-Ville	Haulotte	Delphine
Villers-La-Ville	Van Hemelen	Shirley

Villers-La-Ville	El Abassi	Nadia
Villers-La-Ville	Perpete	Robin
Walhain	Van Bavel-Decocq	Isabelle
Walhain	Vandenbosch	Bernadette
Walhain	Hayet	Didier
Wavre	Hermal	Carine
Waterloo	Leman	Célinie
Province du Brabant wallon	Meurice	Jean-Luc
Province du Brabant wallon	Verte	Cédric

Excusés :

ENTITE	NOM	PRENOM
Braine-Le-Château	Mahiant	Charlotte
Braine-Le-Château	Rabbito	Florence
Chaumont-Gistoux	Moreau	Danielle
Chaumont-Gistoux	Deutsch	Xavier
Grez-Doiceau	Cherf-Khan	Yasémin
Hélécine	Cesar	Muriëlle
Incourt	Laenen	Véronique
Ittre	Gorez	Lindsay
Jodoigne	Sambree	Delphine
Lasne	Defalque	Brigitte
Ottignies-Louvain-La-Neuve	Gomes	Basil
Ottignies-Louvain-La-Neuve	Fraselle	Nadine
Ottignies-Louvain-La-Neuve	Dani	Mia Nazmije
Ottignies-Louvain-La-Neuve	Chaidron-Vandermaren	Anne-Marie
Ramillies	de Grady de Horion	Yvonne
Ramillies	Huybrechts	Françoise
Rixensart	Verte	Grégory
Rixensart	Laurent	Aurélie
Tubize	Rocco	Adriana
Tubize	Simal	Sophie
Waterloo	Thonon	Nathalie
Province du Brabant wallon	Lebon	Patricia
Province du Brabant wallon	Bury	Stéphanie
Province du Brabant wallon	Buxin	Sabine

La Présidence ouvre la séance et remercie les représentants présents.

# **1. Prise d'acte – modification de la représentation communale des communes de Tubize, de Perwez et de Chastre :**

L'assemblée prend acte des modifications suivantes :

Pour la commune de Tubize : Monsieur Benoit Langendries est remplacé par Madame Marianne Zappone ;

Pour la commune de Perwez : Monsieur Xavier Cornet d'Elzius est remplacé par Madame Virginie Daux ;

Pour la commune de Chastre : Madame Françoise Dastrevelle est remplacée par Madame Anne Ferrière.

## **2. Approbation du procès-verbal de l'Assemblée générale du 25 juin 2019 :**

La Présidente soumet le procès-verbal au vote.

Le procès-verbal de l'Assemblée générale du 25 juin 2019 est approuvé par :

### **Totalité des votes exprimés**

<b>Pour</b>	<b>Contre</b>	<b>Abstention</b>
159.808,59	0,00	1.314,61
99,18%	0,00%	0,82%

### **Votes communaux**

<b>Pour</b>	<b>Contre</b>	<b>Abstention</b>
42.409,39	0,00	1.314,61
96,99%	0,00%	3,01%

### **Votes provinciaux**

<b>Pour</b>	<b>Contre</b>	<b>Abstention</b>
117.399,20	0,00	0,00
100,00%	0,00%	0,00%

## **3. Adoption du Plan stratégique 2020-2022 :**

Présentation d'un PowerPoint du Plan stratégique par la Présidente.

Un membre de l'Assemblée générale souligne l'intérêt et l'importance du travail proposé en 2020.

Comme il n'y a pas d'autre remarque ou question, Présidente soumet le point au vote.

Le point est approuvé par :

### **Totalité des votes exprimés**

<b>Pour</b>	<b>Contre</b>	<b>Abstention</b>
349.333,39	0,00	1.314,61
99,63%	0,00%	0,37%

### **Votes communaux**

<b>Pour</b>	<b>Contre</b>	<b>Abstention</b>
55.835,39	0,00	1.314,61
97,70%	0,00%	2,30%

### **Votes provinciaux**

<b>Pour</b>	<b>Contre</b>	<b>Abstention</b>
293.498,00	0,00	0,00
100,00%	0,00%	0,00%

## **4. Adoption du budget 2020 :**

La Présidente renvoi aux explications données au point précédent et qui expliquent le budget proposé et son déficit de 284.000 €.

Un membre de l'Assemblée souhaite savoir où en sont les discussions à propos de l'éventuel déménagement.

Il est répondu que la question est débattue avec l'ONE. L'Office va lancer un marché public afin de désigner un architecte qui devra établir des plans des bâtiments (incorrectes aujourd'hui). Ensuite, les besoins seront définis et alors l'ONE devra décider si oui ou non l'Office accepte d'effectuer ces investissements.

Un autre membre de l'Assemblée se questionne à propos de l'augmentation importante des frais de consultance extérieure.

Il est répondu que celle-ci est due à la mise en place obligatoire du Règlement général de protection des données (RGPD). Le montant prévu au budget correspond au prix définit dans le marché public pour le Délégué à la Protection des Données.

La Présidente soumet le point au vote.

Le point est approuvé par :

**Totalité des votes exprimés**

<b>Pour</b>	<b>Contre</b>	<b>Abstention</b>
347.333,39	1.000,00	2.314,61
99,05%	0,29%	0,66%

**Votes communaux**

<b>Pour</b>	<b>Contre</b>	<b>Abstention</b>
53.835,39	1.000,00	2.314,61
94,20%	1,75%	4,05%

**Votes provinciaux**

<b>Pour</b>	<b>Contre</b>	<b>Abstention</b>
293.498,00	0,00	0,00
100,00%	0,00%	0,00%

**5. Adoption des modifications du Règlement d'ordre intérieur de l'Assemblée générale :**

Aucun membre de l'Assemblée ne sollicitant la parole, la Présidente soumet le point au vote.

Il est approuvé par :

**Totalité des votes exprimés**

<b>Pour</b>	<b>Contre</b>	<b>Abstention</b>
349.333,39	0,00	1.314,61
99,63%	0,00%	0,37%

**Votes communaux**

<b>Pour</b>	<b>Contre</b>	<b>Abstention</b>
55.835,39	0,00	1.314,61
97,70%	0,00%	2,30%

**Votes provinciaux**

<b>Pour</b>	<b>Contre</b>	<b>Abstention</b>
293.498	0,00	0,00
100,00%	0,00%	0,00%

L'ordre du jour étant épuisé, la Présidente clôture la séance.

Vincent De Laet  
Directeur général

Anne Masson  
Présidente

DÉLIBÉRATION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE  
DE L'INTERCOMMUNALE SOCIALE DU BRABANT WALLON  
DU 03 SEPTEMBRE 2020

---

**Objet : Prise d'acte du rapport du Collège des contrôleurs aux comptes.**

**Présents** : voir liste des présences.

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;

Vu les statuts de l'Intercommunale sociale du Brabant wallon approuvés le 20 février 2008 et plus particulièrement les articles 30, 35 §3 et 40bis ;

Vu le rapport du Group Audit Belgium daté du XXXXX et rendu dans le cadre de leur mission de réviseur d'entreprises ;

Sur proposition du Conseil d'administration ;

**Décide:**

Article premier :

De prendre acte du rapport du Collège des Contrôleurs aux comptes.

Article 2 :

De charger le Directeur général de transmettre ces documents aux autorités de tutelle.

Vincent De Laet  
Directeur général

Anne Masson  
Présidente

# Rapport de gestion du Conseil d'administration

## Exercice 2019





## Table des matières

I.	<b>Quelques chiffres clés .....</b>	<b>2</b>
	Évolution – graphique.....	2
	2019, une année prévisible .....	2
	Quelques éléments supplémentaires à garder en tête .....	3
	Conclusions du point de vue macro.....	3
II.	<b>Quelques explications plus précises – Recettes.....</b>	<b>3</b>
	Chiffre d'affaire/Facturation aux bénéficiaires (comptes de classe 70).....	3
	Autres produits d'exploitation (comptes de classe 74).....	5
	Conclusions pour les recettes .....	6
III.	<b>Quelques explications plus pointues – Charges .....</b>	<b>6</b>
	Achats (comptes de classe 60).....	6
	Services et biens divers (comptes de classe 61) .....	7
	Frais de personnel (comptes de classe 62) .....	8
	Conclusions pour les charges .....	9
IV.	<b>Évènements importants survenus après la clôture de l'exercice .....</b>	<b>9</b>
V.	<b>Indications relatives aux activités en matière de recherche et de développement.....</b>	<b>9</b>
VI.	<b>Indications relatives à l'existence de succursales de la société.....</b>	<b>9</b>
VII.	<b>Risques et incertitudes .....</b>	<b>10</b>
VIII.	<b>Situation du personnel – emploi.....</b>	<b>11</b>
IX.	<b>Organes de gestion et statistiques.....</b>	<b>11</b>
X.	<b>Application de l'article 3:12 du Code des Sociétés et des Associations.....</b>	<b>11</b>
XI.	<b>Structure de l'Intercommunale :.....</b>	<b>12</b>
XII.	<b>Organigramme fonctionnel : .....</b>	<b>13</b>
XIII.	<b>Lignes de développement :.....</b>	<b>13</b>
XIV.	<b>Annexe 1 : Rapport du Comité de rémunération du 6 juin 2020 : .....</b>	<b>14</b>
XV.	<b>Annexe 2 : Plan financier pluriannuel .....</b>	<b>16</b>

## Quelques chiffres clés

**i** Total des recettes<sup>1</sup> de l'exercice 2019 : **10.187.733,88 €** (en croissance de 2,69 % par rapport à 2018) ;

Total des charges<sup>2</sup> de l'exercice 2019 : **10.380.675,65 €** (en augmentation de 3,65 % par rapport à 2018) ;

Résultat de l'exercice 2019 : **-192.941,77 €** ;

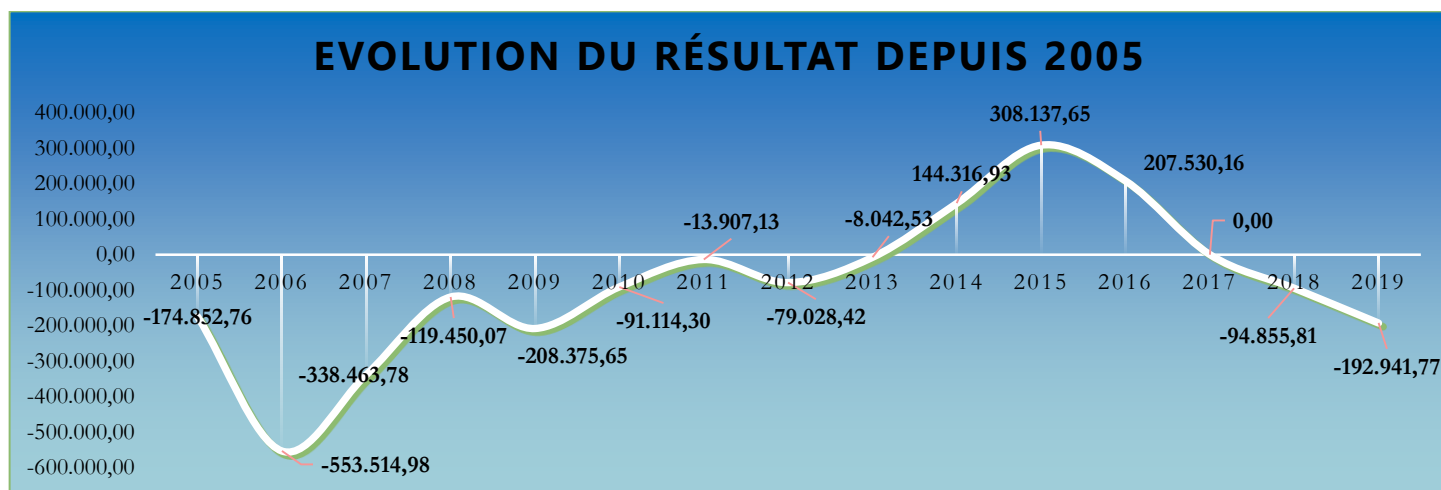
Masse salariale<sup>3</sup> de l'exercice 2019 : **8.923.740,45 €** (en augmentation de 2,96% par rapport à 2018) ;

Ratio de la part salariale dans les charges en 2019 : **85,96%** (contre 87,26% en 2018) ;

Liquidités (banque) disponibles au 31/12/2019<sup>4</sup> : **398.321,16 €** ;

Pied de bilan au 31/12/2019 : **1.849.084, 93 €** (après affectation de la perte de l'exercice).

## Évolution – graphique



## 2019, une année prévisible

L'année 2017 s'était close sur un résultat de zéro absolu. On se souviendra toutefois que sans un subside provincial exceptionnel pour ce faire, l'exercice se serait clôturé avec un déficit de 81.117,85 €.

<sup>1</sup> Recettes = comptes de classe 700 : ventes et prestations (70 à 74) hors produits financiers (75) et produits exceptionnels (76).

<sup>2</sup> Charges = comptes de classe 600 : coûts des ventes et prestations (60 à 64) hors charges financières (65), charges exceptionnelles (66) et impôts (67).

<sup>3</sup> Addition des comptes 620.200, 620.201, 620.210, 621.000, 621.010, 621.020, 621.080, 621.110, 622.110, 624.510, 625.000 et 625.100.

<sup>4</sup> Notez qu'à la demande des réviseurs, les liquidités du Fond social de l'ISBW ont été intégrées, à partir de 2018, au bilan.

En 2018, le déficit fut de 94.855,81 €. A peu de choses près, 2017 et 2018 se sont terminés sur des résultats identiques sans l'intervention de la Province : un faible déficit (<1%) et ce après trois années de boni. 2019, comme annoncé à la fois dans le rapport de gestion 2018, dans les projections pluriannuelles et dans le budget 2019, glisse à nouveau vers le bas : 1,86% des dépenses ne sont pas couvertes par des recettes.

Le budget 2019 avait été adopté avec une prévision de déficit de 207.152 €, soit une différence de 14.210 € avec le résultat final. La trajectoire, déficitaire, du budget a donc été tenue.

Conclusion : l'année 2019 se termine par un mauvais résultat, le déficit a crû de façon significative mais reste limité par rapport au budget 2019. Mais cela ne doit surprendre personne, tellement cette situation était annoncée. Il peut même être salué le fait que le résultat soit en-dessous de la prévision.

## Quelques éléments supplémentaires à garder en tête

Depuis plusieurs années nous mettons en exergue les difficultés de recrutement pour des fonctions à responsabilité (chef du département Santé et Famille et responsable du pôle Budget et Finance). Il a été pourvu aux deux postes en 2018.

En ce qui concerne le chef de pôle, le Bureau exécutif a dû mettre un terme à la collaboration avec ce responsable dès l'automne 2018. Le poste était à pourvoir à l'entame de 2019.

Par ailleurs, début 2019, la -encore- nouvelle cheffe de département nous a fait savoir qu'elle avait accepté un autre emploi, mieux compatible avec son nouveau statut de mère. La place était aussi à nouveau à pourvoir.

Dans les deux cas, les services ont pallié comme ils pouvaient à ces absences.

Les recrutements lancés immédiatement ont permis de recruter et une nouvelle cheffe pour le département Santé et Famille et un nouveau chef pour le pôle Budget et Finance. 2019 aura été une année d'écolage pour tous les deux. Cependant -nous anticipons quelque peu sur le rapport de l'an prochain- il faut savoir que le chef de pôle a décidé fin 2019 de donner sa démission. La clôture comptable 2019 s'est faite, une fois encore, sans chef spécifique pour organiser les travaux.

## Conclusions du point de vue macro



L'exercice 2019, avec un déficit en croissance à 2%, est un clignotant orange. Après six années bénéficiaires ou proches de zéro, l'Intercommunale, doucement, voit à nouveau les recettes croître moins vite que les charges.

## Quelques explications plus précises – Recettes

### Chiffre d'affaire/Facturation aux bénéficiaires (comptes de classe 70)

- 701 000 à 701 003 : recettes du Service d'Aide aux Familles et aux Aînés : c'est la seconde année que les recettes obtenues auprès des usagers de ce Service diminuent. Pour rappel, les montants facturés sont calculés suivant un tableau fixé par l'AVIQ et qui tient compte de la capacité contributive de l'utilisateur.  
Mais plus inquiétant est que si l'on cumule les recettes des usagers et celles de l'AVIQ, l'érosion se confirme. Il y a donc aussi une contraction des prestations à la base de ces diminutions de rentrées.

Année	Recettes				Prestations	
	usagers	AVIQ	total	évolution	heures de prestations	évolution
2017	158.681,84 €	635.167,93 €	793.849,77 €	→	21.515,50	
2018	150.030,68 €	628.728,79 €	778.759,47 €	-1,90% →	20.785,00	-3,40%
2019	143.623,27 €	613.321,67 €	756.944,94 €	-2,80% →	19.515,00	-6,11%

- 701 100, 740 100 et 740 201 : Service d'accueillantes (conventionnées) : en 2018, les recettes parentales de ce Service s'étaient quelque peu tassées. Par contre, la participation des pouvoirs locaux augmentait suite à la mise en place d'une nouvelle tarification ; et les subsides de l'ONE grimpaient aussi de 10% en raison d'une nouvelle méthode de calcul de l'encadrement des accueillantes.

En 2019, cette double tendance s'accroît. Le nombre de journées d'accueil se tasse légèrement (24.460 jours entiers et 1.828 demi-jours en 2018 pour 23.191 jours entiers et 1.793 demi-jours en 2019). Ce qui explique<sup>5</sup> la nouvelle diminution des participations financières des parents (pfp). Toutefois, comme l'intervention des pouvoirs locaux et surtout celle de l'ONE progressent fortement, nous obtenons une croissance globale des recettes de plus de 27,6 % sur les trois années.

	Nombre de jours d'accueil		Recettes SAE(C)			
	1/2 jours	jours entiers	PFP	Communes/CPAS	ONE	Total
2017	1.441	25.998	414 836,87 €	27 668,15 €	378 981,26 €	<b>821 486,28 €</b>
2018	1.828	24.460	402 139,85 €	50 850,78 €	416 766,88 €	<b>869 757,51 €</b>
2019	1.793	23.181	370 386,76 €	72 666,67 €	605 147,02 €	<b>1 048 200,45 €</b>

La répétition de la variation de la participation des communes et CPAS s'explique par la mise en œuvre de la dernière phase de la nouvelle tarification.

Pour l'ONE, outre l'impact en année pleine du nouveau calcul de l'encadrement, l'instauration du nouveau statut – contractuel – pour les accueillantes a nécessairement induit une augmentation du subside. Ces accueillantes « nouveau modèle » disposent d'un salaire qui ne varie plus avec le nombre d'enfants présents et qui est soumis à l'ONSS comme tout agent. Ces augmentations de charges justifient une augmentation proportionnelle du subside. Et selon nos premiers calculs, ce nouveau mode de subside serait globalement plus favorable à l'ISBW. Il faudra toutefois un peu plus de recul pour mesurer avec précision cet avantage.

Notez que depuis 2018, il n'est pas plus aisé de comparer le ratio entre recettes (comme ci-dessus) et charge de « salaire » pour les accueillantes. En effet, la création et la mise en œuvre d'un statut d'accueillante sous contrat de travail a provoqué le glissement d'une part des charges précédemment identifiées dans les comptes 620 210 et 621 001 vers la masse salariale générale de l'Intercommunale (comptes 620 200 et 621 000).

Voyez à ce sujet ci-dessous (commentaires relatifs à la masse salariale - classe 62) l'évaluation qui peut être faite.

- 702 000 : puéricultrices relais : 2015 fut l'année de lancement du service. En 2016, il a connu sa première année de fonctionnement complète. Après une année interpellante (2017), c'est à partir de 2018 et surtout de 2019, que les recettes ont commencé à tendre vers ce qui était d'emblée espéré

<sup>5</sup> En partie puisque les participations financières des parents sont fonction de leurs revenus. De ce fait, une année n'est pas l'autre en ce qui concerne le taux moyen, quand bien même le nombre de journées d'accueil serait identique.

(2015 : 38.747,50 € ; 2016 : 40.522,50 €, 2017 : 37.515,00 €, 2018 : 42.860 €, 2019 : 55.165,52 €). Cette progression était indispensable pour envisager la pérennité de ce service.

## Autres produits d'exploitation (comptes de classe 74)

- 740 101 : participation des communes dans les charges pour les administratifs du 3-12 : la recette de 2019 est 16,93% plus importante que celle de l'année précédente. Pour rappel, ce sont les frais réels, calculés en fin d'année concernée, qui sont facturés aux communes. En 2019, les agents affectés à ce Service ont été moins absents et/ou ont mis fin à des réductions de temps de travail. Ce qui a augmenté les charges salariales réelles et, par voie de conséquences, la facturation et les recettes.
- 740 105 et 740 300 : cotisations des communes et dotation provinciale : il est toujours intéressant de confronter certains ressentis à la réalité. En matière de financement de l'ISBW, les chiffres sont les suivants sur les trois dernières années :

	Cotisation pouvoirs locaux		
	2017	2018	2019
Communes	220 188,40 €	225 664,51 €	232 033,46 €
Province	2 333 164,23 €	2 314 477,00 €	2 353 942,00 €
<b>Total :</b>	<b>2 553 352,63 €</b>	<b>2 540 141,51 €</b>	<b>2 585 975,46 €</b>

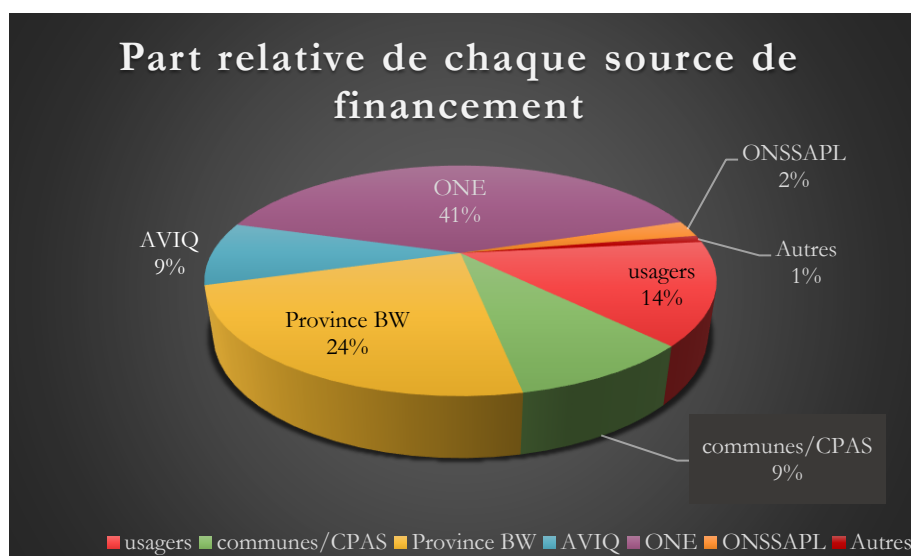
Ceci permet de poser plusieurs constats :

D'abord, la cotisation des communes croît de 5,38 % entre 2017 et 2019. C'est plus que l'inflation car on se rappellera que les cotisations sont calculées sur base du nombre d'habitants de chaque commune multiplié par 0,5 € indexés. L'augmentation de la population joue donc un rôle dans ce cas.

Ensuite, la dotation provinciale suit, elle, strictement l'inflation. Le contrat de gestion ne prend pas en considération l'évolution de la population.

Enfin, ces cotisations et dotation participent à concurrence de 24,91 % au financement complet de l'ISBW.

Si l'on intègre le montant des prestations facturées aux communes et aux CPAS, la ventilation des sources de financement de l'Intercommunale était la suivante en 2019 :



L'ISBW est *in fine* financée à concurrence de 33 % par les pouvoirs locaux et 47 % si on ajoute les usagers. L'intercommunale va chercher « ailleurs » 53 % de ses moyens qu'elle met au profit des 400 000 Brabançons wallons.

Et il est notable que la proportion assumée par les autorités locales dans le financement global a tendance à se réduire d'année en année.

Ratio pouvoirs locaux/charges ISBW			
	2017	2018	2019
Pouvoirs locaux	2 553 352,63 €	2 540 141,51 €	2 585 975,46 €
Charges	9 723 931,96 €	10 015 335,02 €	10 380 675,65 €
<b>Ratio</b>	<b>26,26%</b>	<b>25,36%</b>	<b>24,91%</b>

Il est donc difficile de parler de pléonexie dans le chef de l'Intercommunale.

- 740 503 – ONE – extrascolaire et plaines type 2<sup>6</sup> : le montant repris à ce poste est en diminution de 2,59%. Ce qui en pourcentage n'est pas fort important, mais représente en valeur nominale 89.640 €, soit la moitié du déficit de l'exercice.

On se remémorera qu'en 2018, nous avons reçu deux subsides :

- un ordinaire de fonctionnement de 3.328.792,12 € ;
- un subside exceptionnel de 220.857,03 €<sup>7</sup>.

Le premier est le subside de fonctionnement normal. Pour 2019, nous avons perçu 3.375.335, 22 €. Il y a donc une légère augmentation (+1,3%, soit l'inflation).

Par contre, en 2019, nous n'avons plus reçu de subside exceptionnel. Ce qui laisse à penser, quand on regarde les chiffres 2018 et 2019, que l'ONE a réduit ses subsides. Alors que nous ne faisons que revenir à situation normale de financement de ce service.

## Conclusions pour les recettes

- i** Les recettes<sup>8</sup> progressent de 2,7% par rapport à 2018, soit plus vite que l'inflation. Et c'est principalement le Service des accueillantes qui endosse cette croissance.
- Cependant, cette majoration des recettes reste inférieure au développement des charges.
- Et le moins perçu auprès de l'ONE pour le SAES (89.640 €) pèse lourdement dans le résultat final de l'exercice.

## Quelques explications plus pointues – Charges

### Achats (comptes de classe 60)

- 600 006 – matériel didactique : l'effet des subsides exceptionnels joue sur ce poste budgétaire de manière favorable. Le Service a acquis du matériel didactique grâce à la possibilité d'obtenir à cet effet des subsides extraordinaires durant les exercices 2017 et 2018. Bien évidemment, le matériel acquis n'a pas nécessité qu'on le renouvelle intégralement dès 2019. Alors que nous avons eu besoin d'un

<sup>6</sup> Type 2 par opposition au type 1 qui concerne les subsides obtenus via les programmes CLE dans les communes. Nous obtenons aussi par ailleurs un subside « coordination ATL » - compte 740.504 – pour l'emploi ½ temps de coordinateur ATL de Braine-le-Château, qui nous délègue cette mission.

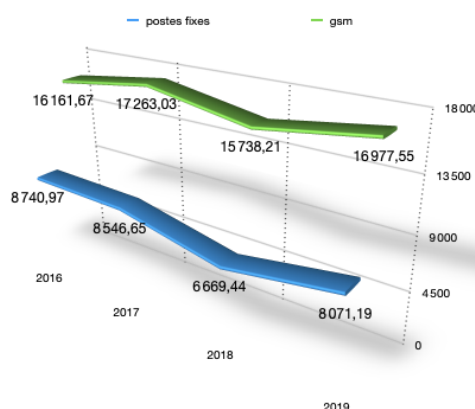
<sup>7</sup> Partiellement amorti puisqu'il concernait pour partie des biens dits d'investissements.

<sup>8</sup> Calculées comme précisé en note infrapaginale n°2 ci-dessus.

cinquantaine de milliers d'euros en 2017, en 2018 nous avons investi 150% du montant de l'année précédente. Et en 2019, 35.786,36 € auront suffi.

## Services et biens divers (comptes de classe 61)

- 610 003 – location de salle : ce poste passe du simple au double en deux ans (7.700 € en 2017 pour 14.340 € en 2019). On se rappellera qu'une augmentation du prix de location des salles du Domaine de Chastre est intervenue pendant cette période (+36%). En outre, l'organisation des vingt ans des Matinales de l'enfance au domaine d'Hélécine a aussi impacté de manière atypique cette dépense.
- 610 004 – location de matériel : il s'agit d'un quantum relativement modeste mais largement supérieur aux années antérieures. Ici aussi, à l'instar du 610 003, il y a lieu d'associer cette charge à l'anniversaire des Matinales pour lequel du matériel notamment de sonorisation a été nécessaire.
- 612 100 et 612 101 – téléphonie fixe et GSM : en 2017, la mise en place de divers outils avait permis une réduction des charges. Toutefois, en 2019, tant les coûts liés aux GSM – pourtant fixés par un marché public – que ceux liés à la téléphonie fixe sont repartis à la hausse.



- 612 305 : frais informatiques : les moyens alloués à l'informatique et repris dans ce poste ont augmenté très sensiblement entre 2017 et 2018 (+173%, de 11.629,69 € en 2017 à 31.841,40 €). Dans le rapport 2018 nous en expliquions les causes. 2019 permet une diminution des charges de ce poste (à 26.092,26 €, soit une réduction de 18%). Mais le quantum reste élevé car notre récent logiciel comptable (Easi) a déjà nécessité une mise à jour qui a impliqué des prestations facturées. Et par ailleurs, nous avons acquis les licences d'un interface pour les attestations fiscales.
- 612 211 – honoraires fiduciaire : la variation importante entre 2017 et 2018 avait fait l'objet d'une explication dans le rapport 2018 (pour rappel, 2018 semblait être une bonne année car peu coûteuse alors qu'il n'en était rien : la clôture 2017 fut pour de nombreuses raisons extrêmement laborieuse et une provision de 19.000 € avait été constituée. La reprise de cette provision n'a laissé qu'un faible complément à payer sur ce poste). La clôture 2018 ne fut pas sans peine, quoi que moins compliquée que 2017. Les montants reviennent à un volume plus courant avec 15.337,37 €.
- 613 100 : assurance incendie : les chiffres repris sur les trois dernières années pourraient laisser à penser qu'il y a une grande volatilité dans les montants payés pour la couverture incendie des bâtiments de Chastre et de Braine-l'Alleud. Il n'en est évidemment rien. 2017 et 2018 ne sont pas significatifs car il y a eu pendant ces années (en fait dès 2016) des légères erreurs dans les factures émises par notre assureur. Avec comme conséquence des imputations sur des exercices inappropriés. 2019 devrait correspondre, en ordre de grandeur, à ce qui aurait dû être porté en compte chaque année.



- 613 101 : responsabilité civile : *a contrario* de ce qui est dit au paragraphe précédent, mais sur base des mêmes causes, le montant 2019 en la matière ne correspond assurément pas à la réalité. Cependant, au moment de clôturer 2019, nous n'avions pas encore de chiffres plus « normaux » de la part de notre assureur. Il est donc plus que probable que l'exercice 2020 supportera une charge exceptionnelle dans ce domaine.
- 613 213 : honoraires avocats : les dépenses pour ces honoraires doublent en un an. Ce poste est particulièrement difficile à maîtriser pour le Bureau exécutif. En effet, il s'agit de frais destinés à récupérer des sommes sinon perdues. Une balance *a priori* doit être faite entre l'investissement dans des poursuites civiles et le risque que le débiteur se révèle en fin de procédure définitivement défaillant. Nous pouvons toutefois constater que sur 2019 les reprises sur réduction de valeur sont plus importantes que les années précédentes, sans pour autant établir un lien.
- 613 218 – honoraires consultant RGPD : comme toutes les entreprises publiques, l'Intercommunale a été contrainte de se mettre en ordre au regard du Règlement Général sur la Protection des Données. Avec l'aide déterminante de l'in BW, un marché public conjoint a abouti à la désignation de la société de consultance Procsima Group. Le marché prévoyait 40.000 € de charges sur 2019. Mais l'agenda n'a pas permis la réalisation de l'entièreté des prestations prévues. Une partie a donc été reportée sur 2020. Nonobstant, cela représente une charge de 32.742,6 € sur 2019, soit ... 17% du déficit. Sans aucun doute, la protection des données a un prix !
- 618 100, 101 et 200 : organes de gestion : les dépenses pour les organes de gestion croissent de 16,8%. Ni les jetons de présence ni les rémunérations n'ont fait l'objet de modification entre 2017 et 2019. Par contre, ces organes de gestion se sont réunis plus souvent en 2019 que les années précédentes (10 Bureaux et 4 Conseils d'administration en 2018 pour 13 Bureaux et 6 conseils d'administration en 2019). Avec un taux de présence important. Ces deux facteurs poussent à la hausse la charge inhérente à la vie démocratique de l'ISBW.
- 613 311 – frais de représentation : les frais de représentation fondent de 56 % pour n'atteindre plus que 170,90 €.

## Frais de personnel (comptes de classe 62)

- Masse salariale<sup>9</sup> : comme signalé en introduction de ce rapport, la masse salariale globale de l'ISBW a crû entre 2018 et 2019 de 2,96%.  
On constate toutefois une augmentation de 5% du brut pour le personnel (et en conséquence, une croissance parallèle de l'ONSS) et une diminution de 8% du brut (et de l'ONSS) pour les accueillantes. Ceci est évidemment dû à la passerelle créée par l'ONE et destinée à permettre, dans un premier temps à un nombre limité d'accueillantes, de passer du statut de conventionnée à un statut d'employée contractuelle classique. A l'ISBW, cela a concerné 10 accueillantes en 2019.  
Si on neutralise ce passage, la progression du brut personnel + ONSS patronale + chèques repas (nets) passe largement en dessous de l'inflation et confine même à une légère décroissance pour les chèques repas.

	2018	2019	2019 sans accueillantes	Croissance hors accueillantes
<b>BRUT</b>	6 100 152,63 €	6 404 209,92 €	6 169 543,33 €	1,14%
<b>ONSS PATRONALE</b>	1 836 210,18 €	1 917 717,45 €	1 856 925,72 €	1,13%
<b>CHÈQUES REPAS NETS</b> (valeur faciale- participation travailleur)	64 719,53 €	67 165,69 €	64 130,70 €	-0,91%

<sup>9</sup> Addition des comptes 620.200, 620.201, 620.210, 621.000, 621.010, 621.020, 621.080, 621.110, 622.110, 624.510, 625.000 et 625.100.



Or, comme signalé plus haut, les subsides de l'ONE pour les accueillantes contractuelles couvrent presque intégralement les charges. La croissance globale de la masse salariale (+5%) n'est donc pas un phénomène inquiétant. Elle est, en termes réels, de 50% inférieure à celle constatée en 2018 (+2,48%), pourtant modérée.

En outre, comme signalé également en début de ce rapport, le ratio entre les charges de personnel et l'ensemble des charges diminue pour la première fois depuis plusieurs années (85,96% contre 87,26% en 2018).

- 624 500 : Autres frais de personnel : ce compte (3.270,73 €) concerne l'aménagement d'un véhicule pour un agent porteur de handicap. L'AVIQ a accepté le financement de cet aménagement à condition qu'il soit sollicité par l'employeur de l'agent et que ce soit cet employeur qui perçoive le subside. L'ISBW a en conséquence payé la facture de cet aménagement (charges au 624 500) et reçu en subside l'équivalent exact que l'on retrouve « dans » le poste 740 406.

## Conclusions pour les charges



Les charges progressent de 3,65% et surtout elles croissent 1% plus vite que les recettes.

Les obligations consécutives à la protection des données est un facteur, non maîtrisable, qui a influé sur ce résultat.

L'équilibre de l'Intercommunale ne peut se concevoir qu'à situation inchangée pour l'ensemble des variables qui pèsent sur ses charges.

## Évènements importants survenus après la clôture de l'exercice

Il est évident que la crise à laquelle nous avons été confrontés aura une implication forte sur l'exercice 2020 de l'ISBW.

Pour plus d'explications, voyez ci-dessous le point relatif aux risques et incertitudes.

## Indications relatives aux activités en matière de recherche et de développement

L'intercommunale, au travers de ses services et de l'expertise qu'elle y développe, travaille *de facto* dans la recherche et le développement non seulement au profit des associés de l'ISBW, mais aussi pour son propre développement.

Vous trouverez ces thématiques décrites de manière plus précise dans le rapport d'activité.

## Indications relatives à l'existence de succursales de la société

L'ISBW ne dispose d'aucune succursale.

# Risques et incertitudes

(Circonstances susceptibles d'avoir une influence notable sur le développement de la société)

L'Intercommunale fait à nouveau l'objet de l'application de l'article 3:6, 6° du Code des Sociétés et des Associations<sup>10</sup>.

Quant à l'avenir, il faut sans doute distinguer deux temps :

## 1. L'avenir immédiat

L'Intercommunale comme chacun, comme chaque entreprise, chaque institution, subit au moment d'écrire ces lignes les conséquences de la pandémie du coronavirus.

Les effets du Covid-19 sur les finances de l'ISBW restent encore difficilement quantifiables.

Trois facteurs influenceront, positivement ou négativement, l'acuité de l'impact :

- La prise en charge par les pouvoirs subsidiaires des charges de salaires pendant la période de crise : tous les services de l'ISBW sont restés actifs. Certains le devaient (aides familiales, accueil des enfants de 0 à 3 ans ou de 3 à 12 ans => secteurs « cruciaux »). Toutefois, les subsides sont souvent liés à l'effectivité de l'activité (ratio par rapport au nombre de journées d'accueil ...). A ce jour, la majeure partie des subsides de ce type a été garanti « comme si » il n'y avait pas eu de pandémie ;
- La contraction des recettes obtenues auprès de nos usagers : ces recettes représentent 14 % du financement de l'ISBW. Pas d'enfant en accueil, c'est pas de recettes parentales ... Dans ce domaine, toujours à ce jour, rien n'est proposé pour compenser la moins-value (que l'on peut estimer à plusieurs dizaines de milliers d'euros) ;
- Les dépenses urgentes faites pour garantir le bon fonctionnement des services et la sécurité des usagers et du personnel pendant la crise (gel hydroalcoolique, tenues de protection, visières, matériel informatique pour permettre le télétravail, ...).

L'ensemble de ces trois facteurs déterminera largement le résultat de 2020. Mais on peut espérer que l'impact sera circonscrit à un seul exercice et d'une ampleur modérée.

## 2. Le moyen terme

Dans les rapports de gestion des années précédentes du présent rapport, nous citons dans le désordre et sans hiérarchie les principales « variables » susceptibles d'influencer parfois en bien, parfois en mal, une institution comme l'ISBW :

- L'avenir – ou pas – des provinces en Région wallonne ;
- Le badging des enfants à l'accueil extrascolaire ;
- Le déménagement indispensable du SAPH afin d'avoir des locaux PMR et l'éventuel déménagement à sa suite de l'un ou l'autre service de l'ISBW basé actuellement dans les locaux trop étroits et de plus en plus coûteux de Chastre ;
- La question de l'adéquation et de la qualité des locaux où travaillent les agents de l'Intercommunale ;
- La réforme des aides à l'emploi ;
- ...

L'avenir des provinces n'est pas remis en cause à court terme.

Le badging est généralisé et fonctionne.

Le SAPH a trouvé des locaux à Wavre.

La question des locaux de Chastre et de la réforme des aides à l'emploi restent d'actualité sous la forme de points d'interrogation.

<sup>10</sup>Le rapport de gestion visé à l'article 3:5 comporte : (...) 6° au cas où le bilan fait apparaître une perte reportée ou le compte de résultats fait apparaître pendant deux exercices successifs une perte de l'exercice, une justification de l'application des règles comptables de continuité.

Mais plus fondamentalement, le Conseil d'administration a décidé de sonder dépenses et recettes afin d'arrêter des mesures propres à assurer un équilibre pérenne à l'Intercommunale.

L'objectif était que ce plan soit soumis à l'Assemblée générale de décembre 2020. Ce délai ne pourra être tenu en raison des circonstances sanitaires.

## Situation du personnel – emploi

L'Intercommunale est un employeur stable : autour des 250 membres du personnel si l'on tient compte des agents et des accueillantes conventionnées.

Cette assimilation est nécessaire à la transparence des chiffres puisque le statut d'accueillante conventionnée est en extinction et qu'à l'exception des co-accueillantes, toutes les accueillantes sont destinées à terme à entrer dans le cadre contractuel de l'institution ; donc à faire partie *sensu stricto* du personnel de l'ISBW.

Sous cette réserve et dans l'attente d'une nouvelle lettre de mission fixée dans le plan stratégique remanié, aucune initiative, aucune initiative ayant un impact significatif sur l'emploi n'est prévue.

## Organes de gestion et statistiques

Le Bureau exécutif s'est réuni à 13 reprises.

Le Conseil d'administration a tenu 6 réunions qui ont principalement porté sur les points cycliques comme le budget 2020 ; les comptes et résultats 2018 ; le bilan 2018 ; le rapport d'activité 2018 et le rapport de gestion 2018.

Un autre objet important de ces réunions fut la mise en place des nouveaux organes de gestion consécutifs aux élections locales.

Il y a eu 2 réunions de concertation/négociation avec les organisations syndicales.

## Application de l'article 3:12 du Code des Sociétés et des Associations

Conseil d'administration		début de mandat	fin de mandat	présences	montants perçus
Sophie	Agapitos	25/06/19	en cours	4/4	246,00 €
Stéphanie	Bury	25/06/19	en cours	3/4	224,00 €
Marie-Céline	Chenoy	avant 2019	25/06/19	0/4	0,00 €
Carl	Cambron	25/06/19	en cours	0/4	0,00 €
Anne	Darmstaedter	25/06/19	en cours	4/4	386,00 €
Annie	Delmez	25/06/19	en cours	4/4	307,00 €
Fabienne	Gendarme	avant 2019	en cours	3/6	184,00 €
Ludivine	Henrioulle	avant 2019	en cours	5/6	233,00 €
Carine	Hermal	avant 2019	en cours	3/6	226,00 €
Patricia	Lebon	25/06/19	en cours	2/4	152,00 €
Anne	Masson	25/06/19	en cours	4/4	0**
Jean-Luc	Meurice	avant 2019	en cours	3/6	241,00 €
Jacques	Otlet	avant 2019	en cours	2/4	145,00 €
Françoise	Peeterbroeck	avant 2019	en cours	3/6	180,00 €
Gaetan	Pirart	avant 2019	en cours	4/6	279,00 €
Louison	Renault	21/01/19	25/06/19	2/2	0**
Lionel	Rouget	avant 2019	en cours	5/6	427,00 €

Tanguy	Stuckens	avant 2019	25/06/19	1/2	0,00 €
Benoît	Thoreau	25/06/19	en cours	4/4	290,00 €
Joseph	Tordoir	25/06/19	en cours	2/4	145,00 €
Charles	Traoré	25/06/19	en cours	3/4	202,00 €
Michel	Tricot	avant 2019	en cours	6/6	357,00 €
Patricia	Venturelli	avant 2019	en cours	0/2	0,00 €
Cédric	Verté	25/06/19	en cours	2/4	159,00 €

\* Un nouveau Conseil d'administration a été mis en place en juin 2019. Certains membres ont été reconduits, d'autres pas. De ce fait, le nombre de conseils auxquels chaque administrateur a été convoqué varie entre 2 et 6.

\*\* La présidence bénéficie d'une indemnité forfaitaire qui exclut tout autre avantage ou remboursement. Il n'y a donc pas de frais de déplacement remboursés à la présidence.

Bureau exécutif		Présences	Frais de déplacement	Jetons
Sophie	AGAPITOS	9/9	125 €	360 €
Ludivine	HENRIOULLE*	11/13	154 €	540 €
Carine	HERMAL	4/4	66 €	240 €
Jean-Luc	MEURICE	3/4	58 €	180 €
Tanguy	STUCKENS	1/4	0 €	60 €
Joseph	TORDOIR	8/9	71 €	360 €
Michel	TRICOT	9/9	77 €	420 €

\* Quatre réunions du BE ont été tenues avant l'installation du nouveau Conseil d'administration en juin 2019, et 9 après avec les nouveaux membres. Mme Henrioulle est la seule qui fut reconduite au sein du Bureau exécutif.

\*\* Le montant du jeton de présence pour le Bureau exécutif est identique (60 €/brut) à celui du Conseil d'administration. Et il ne peut y avoir qu'un seul jeton quand une réunion du Conseil d'administration se tient le même jour qu'une réunion du Bureau exécutif. S'il y a eu le même jour une réunion des deux organes, le jeton de présence n'est comptabilisé que dans le tableau du Conseil d'administration ci-dessus. Ce qui explique que parfois, les montants des jetons de présence du Bureau exécutif ne correspondent pas au nombre de réunions multiplié par 60 €.

Présidence		Présences		Indemnités
Anne	MASSON	9/9	0 €	11.241,06 €
Louison	RENAULT	4/4	0 €	10.304,31 €

\* M. Renault fut Président de février à juin 2019. Mme Masson a commencé son mandat en juillet 2019.

## Structure de l'Intercommunale :

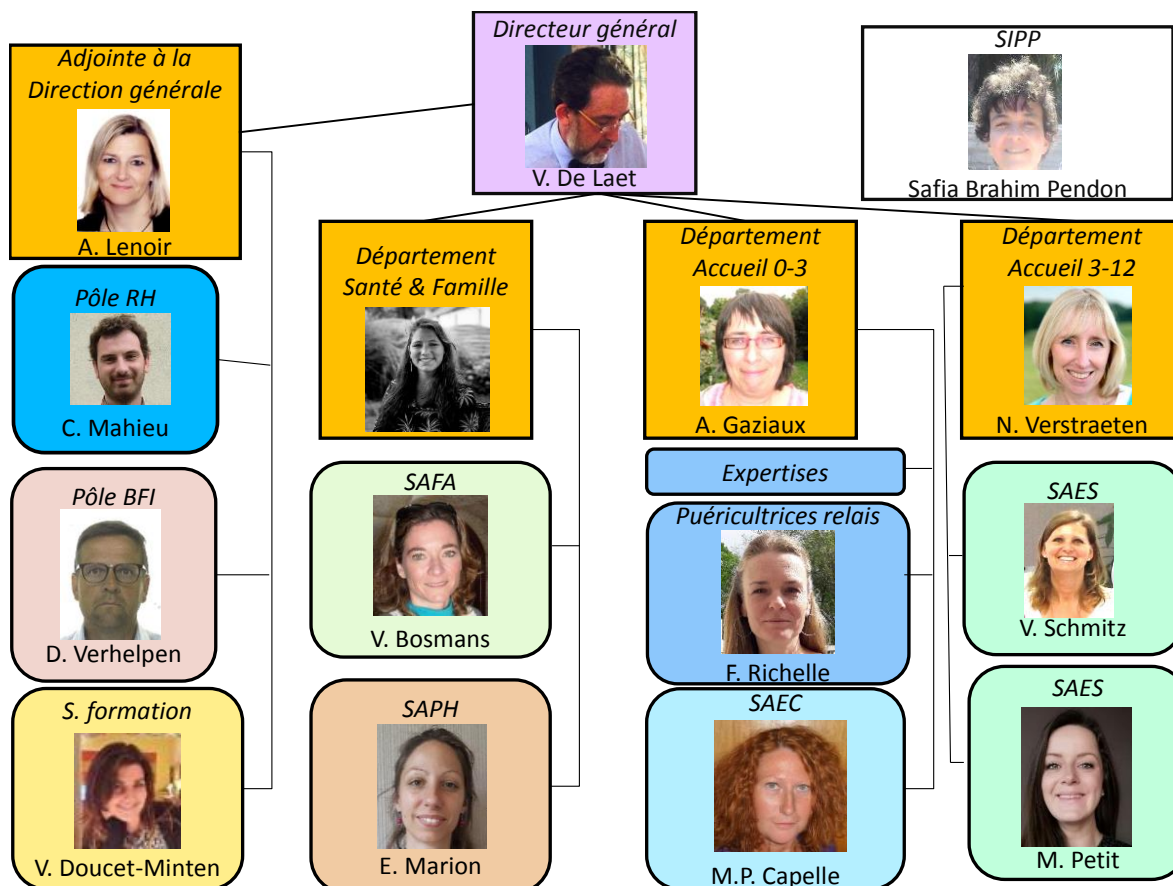
La structure d'une entreprise définit les relations hiérarchiques et fonctionnelles entre les divers collaborateurs : il s'agit de la répartition des responsabilités et du mode de communication interne à l'entreprise.

Analysée sous cet angle, l'I.S.B.W. est principalement structurée sur les notions de métier : tout agent ne peut recevoir des ordres que d'un seul chef. C'est une dépendance dite hiérarchique ou d'unicité de commandement.

Les regroupements d'agents sous la responsabilité d'un chef se font par cohérence autour d'un métier (exemple : service d'accueil extrascolaire autour des animateurs et de leur encadrement direct, ...). Il en va maintenant de même pour les services « support » (service du personnel, service comptabilité, économet et informatique) regroupés dans les pôles Ressources humaines et Budget et Finances. Les deux chefs de Pôles étant responsables devant l'Adjointe à la Direction générale.

## Organigramme fonctionnel :

Organigramme au 31 décembre 2019 :



### Lexique :

Pôle RH : Pôle des Ressources humaines

Pôle BF : Pôle Budget et Finances

SAFA : Service d'Aide aux Familles et aux Aînés

SAE : Service d'Accueillantes d'Enfants Conventionnées

S. Formation : Service Formation (interne et externe)

SAPH : Service d'Accompagnement de la Personne Handicapée et Jobcoaching

SAES : Service d'Accueil Extrascolaire et des plaines

## Lignes de développement :

Le décret du 28 avril 2014 prescrit que le rapport de gestion doit contenir « les lignes de développement ». Toutefois, ni le décret, ni les travaux préparatoires ne précisent ce qu'il y a lieu d'entendre par « lignes de développement ».

Le 10 décembre 2019, l'Assemblée générale adoptait un plan stratégique 2020-2022, ainsi qu'un budget 2020.

Simultanément, l'Assemblée validait une feuille de route ainsi qu'une méthodologie afin de développer un screening des dépenses, un benchmark des recettes et une présentation des comptes sous une forme analytique par service en répartissant les charges communes sur les services de base. Ainsi outillé, le Conseil d'administration ambitionne de présenter un nouveau plan stratégique à l'Assemblée générale.

Le plan stratégique tel qu'adopté le 10 décembre 2019 est et reste le seul pertinent en l'espèce jusqu'à l'adoption du nouveau plan stratégique.

## Annexe 1 : Rapport du Comité de rémunération du 6 juin 2020 :

Participants : Gaëtan Pirart (Président), Anne Darmstaedter, Stéphanie Bury, Charles Traoré, Lionel Rouget.

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et plus particulièrement les articles L1523-17 et L5311-1 tels que modifiés par le décret du 29 mars 2018 ;

Vu les statuts de l'Intercommunale et plus particulièrement les articles 29bis et 29ter ;

Vu l'arrêté royal 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours ;

Vu l'arrêté du gouvernement wallon du 27 décembre 2007 ;

Vu la circulaire du 11 décembre 2014 visant à encadrer la rémunération de la fonction dirigeante au sein des intercommunales ;

Vu le décret du 29 mars 2018 modifiant le Code de la démocratie locale et de la décentralisation en vue de renforcer la gouvernance et la transparence dans l'exécution des mandats publics au sein des structures locales et supra-locales et de leurs filiales ;

Vu la circulaire du 18 avril 2018 de mise en application des décrets du 29 mars 2018 modifiant le CDLD ainsi que la loi organique des centres publics d'action sociale du 8 juillet 1976 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux no 32 relatif à la tenue des réunions des organes des intercommunales, sociétés à participation publique locale significative, associations de pouvoirs publics visées à l'article 118 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, sociétés de logement de service public, ASBL communales ou provinciales, régies communales ou provinciales autonomes, associations de projet ou tout autre organisme supralocal ayant pris la forme d'une société ou d'une association ;

Considérant que le Comité de rémunération s'est régulièrement réuni par visioconférence ce 4 juin 2020 ;

**Le Comité de rémunération adopte le rapport et les recommandations suivants :**

### Rapport de l'année 2019 :

Organes de gestion :

#### **Article 1<sup>er</sup> :**

1. Pour les membres de l'Assemblée générale, pas de jeton ni d'autre rétribution :
  - montant versé en 2019: 0 € ;
2. Pour les membres du Conseil d'administration et du Comité directeur : jeton de présence de 60 € brut/réunion + remboursement des kilomètres du domicile au lieu du Conseil et retour au tarif remboursé aux agents de l'ISBW pour leurs frais de parcours pour mission :
  - montant brut des jetons de présence et défraiements des déplacements versés en 2019 : 7.095 € (ventilation en annexe 1) ;
3. Pour les membres du Comité de rémunération : pas de jeton ni d'autre rétribution :
  - montant versé en 2019: 0 € ;
4. Présidence : 23.504,06 €/brut/an (liquidé par mensualités) pour toutes rétributions ou autres avantages en nature :
  - montant total brut versé en 2019 : 21.545,37 € (ventilation en annexe 1).

La liste nominative des montants attribués en 2019 est annexée au présent rapport.

#### **Article 2 :**

Conformément aux statuts de l'ISBW et au Code de la Démocratie locale et de la décentralisation, il n'a été accordé au même membre qu'un jeton de présence par jour, quels que soient la nature et le nombre de réunions auxquelles il a assisté au sein de la même personne morale ou association de fait.

Fonction de direction :



**Article 3 :**

En 2019, à l'Intercommunale sociale du Brabant wallon, les rémunérations et tout autre éventuel avantage, pécuniaire ou non, directement ou indirectement accordés aux fonctions de direction (directeur général) sont :

1. Un traitement conforme au statut pécuniaire des agents de l'ISBW, à l'échelle de traitement A6 ou A7 (échelles RGB), un double pécule de vacance et une prime de fin d'année, tous deux calculés suivants les règles applicables à tous les agents de l'ISBW ;
  - Montant brut versé en 2019 : 103.390,25 €.
2. Comme l'ensemble des agents de l'ISBW, un chèque repas d'une valeur faciale de 3,00 € (1,09 € à charge de l'agent) par jour presté ;
  - Montant versé en 2019 : 645 € (dont 234,35 € d'intervention personnelle).

**Recommandations pour l'Assemblée générale en ce qui concerne la politique de rémunération, jetons de présence et avantages pécuniaires ou non à l'ISBW :**

**Article 3 :**

L'application de annexe 1 du CDLD telle que modifiée par l'article 89 du décret du 29 mars 2019 modifiant le CDLD en vue de renforcer la gouvernance et la transparence dans l'exécution des mandats publics au sein des structures locales et supra-locales et leurs filiales donne, en ce qui concerne l'ISBW :

- Critère 1 : population des 27 communes : 403.599 habitants, soit un score de 0,75 ;
- Critère 2 : chiffre d'affaire en 2019 : 10.165.490,79, soit un score de 0,5 ;
- Critère 3 : nombre d'ETP : 189,79, soit un score de 0,75.

Le score total s'établit à  $0,75 + 0,5 + 0,75 = 2$ .

Le plafond applicable est en conséquence de 14.283,67 €/an non indexé (indice pivot 138,01 du 1/1/1990).

**Article 4 :**

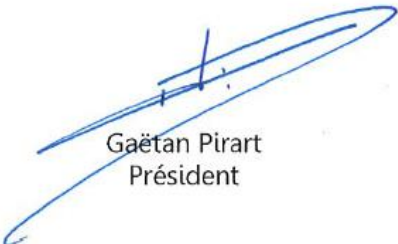
Le Comité recommande propose d'arrêter les règles suivantes avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2020 :

1. Pour les membres de l'Assemblée générale, pas de jeton ni d'autre rétribution.
2. Pour les membres du Conseil d'administration et du Bureau exécutif : jeton de présence de 60 € brut/réunion + remboursement des kilomètres du domicile au lieu du Conseil et retour au tarif remboursé aux agents de l'ISBW pour leurs frais de parcours pour mission.
3. Pour les membres du Comité de rémunération : pas de jeton ni d'autre rétribution.
4. Pour la présidence, pour toutes rétributions ou autres avantages en nature : 14.283,67 €/brut/an indexé (indice de base : 138,01, 1/1/90) suivant les mêmes règles que celles applicables à l'indexation des salaires dans la fonction publique locale. Ce montant est liquidé par mensualités équivalent à 1/12<sup>ème</sup> du montant annuel.
5. Pour les membres du Comité d'audit – président compris : jeton de présence de 60 € brut/réunion + remboursement des kilomètres du domicile au lieu du Conseil et retour au tarif remboursé aux agents de l'ISBW pour leurs frais de parcours pour mission.

**Article 5 :**

Le présent rapport sera transmis pour information au Conseil d'administration et communiqué pour décision à l'Assemblée générale.

  
Vincent De Laet  
Directeur général

  
Gaëtan Pirart  
Président

## Annexe 2 : Plan financier pluriannuel

Le décret impose également un plan financier pluriannuel.

Etant donné les nombreuses incertitudes (conjoncturelles et structurelles), l'exercice – réalisé sur base de « toutes choses étant égales » - donne le résultat repris ci-dessous. Il répond au prescrit du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

Mais l'objectif du Conseil d'administration reste que « toutes choses » ne soient justement pas égales et que l'Intercommunale adopte un plan stratégique qui permette d'amener l'équilibre.

Fort de ces réserves et suivant les indications du Bureau du plan<sup>11</sup> pour les prochaines années, on peut, avec une marge d'erreur potentiellement large, établir le plan financier suivant :

	2017	2018	2019	2020 (budget)	2021	2022	2023
Facturation aux bénéficiaires/chiffre d'affaire	1 414 585,38 €	1 443 612,17 €	1 450 333,18 €	1 508 947,00 €	1 524 036,47 €	1 542 324,91 €	1 565 459,78 €
Autres produits d'exploitations	8 309 497,73 €	8 454 520,91 €	8 715 157,61 €	9 022 908,96 €	9 113 138,05 €	9 222 495,71 €	9 406 945,63 €
Produits financiers	37,83 €	22 346,12 €	22 243,09 €	22 250,37 €	22 250,37 €	22 250,37 €	22 695,38 €
<b>TOTAL RECETTES</b>	<b>9 724 120,94 €</b>	<b>9 920 479,21 €</b>	<b>10 187 733,88 €</b>	<b>10 554 106,33 €</b>	<b>10 659 424,89 €</b>	<b>10 787 070,99 €</b>	<b>10 995 100,78 €</b>
Charges liées à l'exploitation/achats	305 893,78 €	328 076,09 €	312 315,10 €	301 420,00 €	303 982,07 €	307 933,84 €	313 476,65 €
Frais généraux/services et biens divers	755 359,92 €	766 606,39 €	887 086,17 €	929 276,75 €	963 569,52 €	976 095,92 €	995 617,84 €
Frais de personnel/rémunérations, charges sociales	8 569 742,89 €	8 815 541,97 €	9 070 699,33 €	9 538 297,13 €	9 700 448,18 €	9 875 056,25 €	10 087 369,96 €
Dotations aux amortissements et réductions de valeurs + Perte créances	82 199,29 €	92 459,57 €	93 646,34 €	59 780,66 €	60 258,91 €	60 861,49 €	62 383,03 €
Autres charges d'exploitations	7 919,96 €	9 448,93 €	14 629,94 €	7 100,00 €	7 156,80 €	7 249,84 €	7 394,84 €
Charges financières	2 816,12 €	3 046,95 €	2 027,72 €	2 754,53 €	2 754,53 €	2 757,28 €	2 812,43 €
Impôts	188,98 €	155,12 €	271,05 €	0,00 €	100,00 €	101,30 €	103,33 €
<b>TOTAL CHARGES</b>	<b>9 724 120,94 €</b>	<b>10 015 335,02 €</b>	<b>10 380 675,65 €</b>	<b>10 838 629,07 €</b>	<b>11 038 270,01 €</b>	<b>11 230 055,93 €</b>	<b>11 469 158,07 €</b>
<b>BENEFICE/PERTE</b>	<b>0,00 €</b>	<b>-94 855,81 €</b>	<b>-192 941,77 €</b>	<b>-284 522,74 €</b>	<b>-378 845,11 €</b>	<b>-442 984,94 €</b>	<b>-474 057,29 €</b>

\*

\*

\*

<sup>11</sup> Notons qu'en ce début de mois de juin, le Bureau du plan, s'il établit des prévisions pour 2020 et 2021, reconnaît néanmoins que ces dernières sont susceptibles de modifications importantes en fonction de l'évolution de la pandémie. A ce jour, le Bureau table sur une inflation de 0,8 % en 2020 et de 1,3% en 2021.



DELIBERATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE  
DE L'INTERCOMMUNALE SOCIALE DU BRABANT WALLON  
DU 03 SEPTMEBRE 2020

---

**Objet : approbation du rapport de gestion 2019 du Conseil d'administration et de ses annexes.**

**Présents** : voir liste des présences.

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation en ce compris les modifications apportées par le décret du 29 mars 2018 modifiant ce Code en vue de renforcer la gouvernance et la transparence dans l'exécution des mandats publics au sein des structures locales et supra-locales et de leurs filiales;

Vu les statuts de l'Intercommunale sociale du Brabant wallon approuvés le 20 février 2008 et plus particulièrement les articles 35 §3, 37 et 40bis ;

Vu les votes émis en séance ;

Vu les délibérations adoptées par les Conseils communaux de ... ;

Vu la délibération adoptée par le Conseil provincial en séance du ...;

Sur proposition du Conseil d'administration ;

Après en avoir délibéré ;

**DECIDE par**

Total des votes exprimés	pour	contre	abstention

Total des votes communaux	pour	contre	abstention

Total des votes provinciaux	pour	contre	abstention

Article premier :

D'approuver le rapport de gestion 2019 du Conseil d'administration ainsi que ses annexes.

Article 2 :

Charge le Directeur général de transmettre la décision aux autorités de tutelle.

Vincent De Laet  
Directeur général

Anne Masson  
Présidente

## **DÉLIBÉRATION DU COMITÉ D'AUDIT – RAPPORT DU 29 JUIN 2019**

---

**Objet :** rapport relatif aux comptes et bilan 2019.

Participants :

- Madame Anne Darmstaedter – membre du comité d'audit ;
- Madame Carine Hermal – membre du comité d'audit ;
- Monsieur Lionel Rouget – Président du comité d'audit ;
- Monsieur Vincent De Laet – Directeur général de l'ISBW.

Excusés :

- Monsieur Charles Traoré – membre du comité d'audit ;
- Monsieur Jacques Otlet – membre du comité d'audit.

### 1. Composition :

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et plus particulièrement l'article L1523-6 ;

Vu les statuts de l'Intercommunale sociale du Brabant wallon et plus particulièrement l'article 29 ;

Vu la délibération du Conseil d'administration de l'Intercommunale sociale du Brabant wallon du 09 juillet 2019 désignant Mesdames Anne Darmstaedter et Carine Hermal; et Messieurs Charles Traoré, Jacques Otlet et Lionel Rouget ;

### 2. Mandat et missions :

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et plus particulièrement l'article L1523-6 ;

Vu les statuts de l'Intercommunale sociale du Brabant wallon et plus particulièrement l'article 29 ;

Vu la délibération du Conseil d'administration de l'Intercommunale sociale du Brabant wallon du 20 mai 2019 qui attribue au Comité d'audit les missions suivantes :

*« 1° la communication au C.A. d'informations sur les résultats du contrôle légal des comptes annuels et, le cas échéant, des comptes consolidés et d'explications sur la façon dont le contrôle légal des comptes annuels et, le cas échéant, des comptes consolidés ont contribué à l'intégrité de l'information financière et sur le rôle que le comité d'audit a joué dans ce processus ;*

*2° le suivi du processus d'élaboration de l'information financière et présentation de recommandations ou de propositions pour en garantir l'intégrité ;*

*3° le suivi de l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques de l'intercommunale ou de l'organisme ainsi que suivi de l'audit interne et de son efficacité ;*

*4° le suivi du contrôle légal des comptes annuels et, le cas échéant, des comptes consolidés, en ce compris le suivi des questions et recommandations formulées par le commissaire du Gouvernement et, le cas échéant, par le réviseur d'entreprises chargé du contrôle légal des comptes consolidés ;*

*5° l'examen et suivi de l'indépendance du commissaire du Gouvernement et, le cas échéant, du réviseur d'entreprises chargé du contrôle légal des comptes consolidés, en particulier pour ce qui concerne le bien-fondé de la fourniture de services complémentaires à la société.*

*Le comité d'audit fait régulièrement rapport au conseil d'administration sur l'exercice de ses missions, au moins lors de l'établissement par celui-ci des comptes annuels et, le cas échéant, des comptes consolidés. »*

Considérant que le Comité d'audit a élu Monsieur Lionel Rouget Président du comité ;

Considérant que le Comité d'audit a eu l'occasion d'obtenir les informations nécessaires de la part du Directeur général de l'Intercommunale sociale du Brabant wallon ;

Vu la rencontre (en visioconférence) avec Mme Divers, Révisure d'entreprise et membre du Collège des contrôleurs aux comptes de l'ISBW le 29 juin 2020 ;

Considérant que le Comité d'audit n'a pas jugé nécessaire de rencontrer aussi séparément des membres du Bureau exécutif ou du Conseil d'administration de l'Intercommunale sociale du Brabant wallon ;

Considérant que le Comité d'audit a vérifié l'application des normes comptables applicables aux intercommunales ;

Considérant que le Comité d'audit a constaté que la Présidente et le Directeur général de l'Intercommunale sociale du Brabant wallon étaient prêts à attester de l'exactitude des états financiers annuels au 31 décembre 2019 ;

Considérant que le Comité d'audit n'a pas examiné et approuvé le plan d'audit annuel, ni ne doit surveiller le déroulement de l'audit externe ;

Considérant que le Comité d'audit a pris connaissance de rapports sur les procédures de contrôle interne de la qualité, l'indépendance et les méthodes de protection de la confidentialité des auditeurs externes ;

Considérant que le Comité d'audit n'a pas participé à la nomination des auditeurs externes, ni examiné ou fixé la rémunération des auditeurs externes ;

Considérant que le Comité d'audit n'a encore pu vérifier la réaction du management aux recommandations formulées par le réviseur. Néanmoins, les auditeurs externes ont confirmé que toutes les modifications comptables mineures requises ont été imputées conformément à leurs recommandations.

A l'unanimité :

- 1) Le Comité d'audit attire l'attention du Conseil d'administration sur le déficit projeté dans le plan financier pluriannuel annexé au rapport de gestion ;
- 2) Par la présente le Comité d'audit a rendu compte de ses activités au Conseil d'administration et considère avoir rempli ses obligations légales ;

- 3) Le comité d'audit recommande au Conseil d'administration d'approuver les comptes annuels et le rapport de gestion au 31 décembre 2019 et de les transmettre à l'Assemblée générale.

Vincent De Laet  
Directeur général

Lionel Rouget  
Président du Comité d'audit

DELIBERATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE  
DE L'INTERCOMMUNALE SOCIALE DU BRABANT WALLON  
DU 03 SEPTEMBRE 2020

---

**Objet : rapport du Comité d'audit.**

**Présents** : voir liste des présences.

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation et plus particulièrement l'article L1523-26 ;

Vu les statuts de l'Intercommunale sociale du Brabant wallon approuvés le 20 février 2008 et plus particulièrement les articles 29 quater, quinquies, sexies et septies tels qu'adopté le 20 juin 2018 ;

Vu le rapport du Comité d'audit du 29 juin 2020 ;

Sur proposition du Conseil d'administration ;

**DECIDE**

Article premier :


De prendre acte du rapport du Comité d'audit de l'Intercomunale sociale du Brabant wallon.

Article 2 :

De charger le Directeur général de transmettre ces documents aux autorités de tutelle.


Vincent De Laet  
Directeur général

Anne Masson  
Présidente

Compte de résultats comparé			2016	2017	2018	2019
701000	SERVICE AIDES AUX FAMILLES (prest)		135.612,40	142.536,50	134.084,68	129.014,73
701001	SERVICE AIDES AUX FAMILLES (déplac)		13.584,83	14.275,40	13.467,09	12.898,17
701002	SERVICE AIDES AUX FAMILLES (KM)		11.427,62	10.095,24	10.294,21	9.110,61
701003	REDUCTION S/PRESTAS SAFA		-7.957,50	-8.225,30	-7.815,30	-7.400,24
701100	SERVICE ACCUEILLANTES CONVENTIONNEES		395.922,14	414.836,87	402.139,85	370.386,76
701200	EXTRA SCOLAIRE (factures de ventes)		635.203,37	582.780,60	623.685,28	645.416,60
701210	PLAINES (factures de ventes)		135.024,70	153.232,65	154.437,10	163.808,25
701300	BRICO DEPANNEUR SAFA (prest)		3.058,88	6.363,02	5.673,03	6.637,61
701310	BRICO DEPANNEUR SAFA (déplac)		482,61	751,98	553,61	803,02
701311	BRICO DEPANNEUR SAFA (KM)		133,72	463,96	571,37	1.182,69
701312	BRICO DEPANNEUR A.I.S. (prest)		3.397,50	0,00	0,00	0,00
701313	BRICO DEPANNEUR A.I.S. (fournit.)		6,25	0,00	0,00	0,00
701314	BRICO DEPANNEUR A.I.S. (déplac.)		835,05	0,00	0,00	0,00
702000	PUERICULTRICES RELAIS		40.522,50	37.515,00	42.860,00	55.165,52
703000	PARTICIPATION FORMATIONS - COLLOQUES		56.115,03	45.872,56	50.074,85	48.043,69
703001	LIVRES FORMATIONS		100,15	1.680,90	1.351,40	1.753,77
703002	BABY-SITTING		2.430,00	1.395,00	1.665,00	1.530,00
703004	MATINALES DE L'ENFANCE		12.304,48	11.011,00	10.570,00	11.982,00
<b>=&gt;TOT : Chiffres d'affaires (70)</b>			<b>1.438.203,73</b>	<b>1.414.585,38</b>	<b>1.443.612,17</b>	<b>1.450.333,18</b>

Autres produits d'exploitations (74)

740100	PARTICIPATION COMMUNES SAEC	5.051,45	2.970,56	3.148,28	3.500,00
740101	PARTICIPATION COMMUNES ADMINISTRATIFS 3-	275.920,52	203.480,24	181.964,20	212.762,10
740102	PARTICIPATION COMMUNES (X€/PLACE) PLAINE	11.406,00	15.637,50	16.966,00	18.126,50
740103	PARTIC.COMMUNALE FRAIS FONCTION. 3-12	540,00	116,10	141,23	0,00
740104	PARTIC.COMMUNALE CH.LIEES AU PERSONNEL	225.038,83	235.593,07	271.203,74	365.345,39
740105	COTISATION COMMUNALE (X€/Hab.)	215.058,52	220.188,40	225.664,51	232.033,46
740106	PARTIC. COMMUNALE BABY-SITTING	2.100,00	1.400,00	2.800,00	2.100,00
740200	CPAS SERVICE D'AIDE AUX FAMILLES	32.874,51	34.239,63	32.979,26	30.144,86
740201	CPAS SAEC	21.776,55	24.697,59	47.702,50	69.166,67
740202	CPAS MAISON DE JOUR SAFA	18.826,18	19.855,24	15.865,50	14.482,27
740300	DOTATION PROVINCIALE	2.239.615,07	2.333.164,23	2.314.477,00	2.353.942,00
740302	SUBSIDE PROVINCIAL ACCUEILLANTES	35.583,00	37.916,00	40.661,74	32.002,00
740303	SUBSIDE PROVINCIAL SAFA	15.343,00	16.127,00	15.268,00	15.166,00
740400	SUBSIDE AVIQ SAFA	595.156,03	619.864,18	613.089,06	597.933,80
740401	SUBSIDE AVIQ SAFA (Km)	15.806,30	15.303,75	15.639,73	15.387,87
740402	SUBSIDE AVIQ FORMATIONS SAPH	3.337,50	-37,50	1.750,00	0,00
740403	SUBSIDE AVIQ JOB COACHING	72.746,08	60.490,43	58.426,84	53.748,30
740404	SUBSIDE AVIQ SAPH	212.813,52	231.822,36	192.204,04	206.268,36
740406	PRIMES COMPENSATION AVIQ	43.887,46	40.883,82	30.998,07	36.843,16
740407	PACTE FONCT*PUBLIQUE SOLIDE ET SOLIDAIRE	13.164,75	9.464,37	5.777,89	7.594,07
740500	SUBSIDE ONE - SAEC	361.845,11	378.981,26	416.766,88	605.147,02
740501	SUBSIDE ONE - FORMATIONS	123.173,50	119.601,55	93.592,08	122.691,88
740502	SUBSIDE ONE EXTRA SCOLAIRE TYPE 1	16.572,63	20.778,17	19.336,73	5.154,12
740503	SUBSIDE ONE EXTRA SCOLAIRE PLAINES TYPE 2	3.303.362,93	3.215.480,80	3.464.975,72	3.375.335,22
740504	SUBSIDE ONE COORDINATION ATL	17.779,78	42.695,20	24.670,29	12.062,26
740510	SUBSIDE ONE - EXCEP PRO ONE BE	0,00	0,00	6.000,00	0,00
740700	SUBSIDE FORMATION APEF	1.700,00	0,00	0,00	0,00
740701	RECUP APE	64.157,44	62.990,88	60.806,74	65.222,75
740703	EMPLOIS JEUNES ONSSAPL	265.229,90	267.347,74	250.549,64	236.038,31
740704	SNCB - SAFA	60,38	0,00	0,00	0,00
740705	SUBSIDE QUALIFESC	29.658,00	24.726,06	11.695,82	0,00
740801	PROVISIONS NON REMBOURSABLES	0,00	222,00	192,00	0,00
746000	SUBVENTION ONE-SAEC	-270,15	0,00	0,00	0,00


Compte de résultats comparé				2016	2017	2018	2019
748000	RECUP ASSURANCES			32.503,10	11.065,39	7.701,04	14.473,69
748001	RECUP LA FARANDOLE			5.780,25	8.970,16	1.620,46	750,00
748002	RECUP LES PTITS MOUSSES			1.536,27	2.415,41	2.196,73	1.395,87
748003	RECUP INTERVENTION PERSONNEL FR GSM			2.678,03	2.678,77	0,00	0,00
748004	RECUP FR GSM AUTRES			170,08	748,74	-87,98	332,13
748005	RECUP FRAIS JUSTICE ET INTERETS			4.278,85	5.850,70	4.943,33	7.787,31
748006	RECUP FRAIS DIVERS			1.767,66	9.099,81	1.759,96	2.220,24
748008	RECUP FMP			1.073,88	1.073,88	1.073,88	0,00
748009	RECUP RIXENFANT			0,00	11.594,24	0,00	0,00
=>TOT : Autres produits d'exploitations (74)				8.289.102,91	8.309.497,73	8.454.520,91	8.715.157,61
=>TOT : Ventes et prestations (70/74)				9.727.306,64	9.724.083,11	9.898.133,08	10.165.490,79

Achats (600/8)


600003	DEFFRAIEMENT ACCUEILLANTES EN FORMATION	1.734,00	2.178,75	2.002,37	1.554,18
600004	HONORAIRES COLLABORATEURS EXTERIEURS	101.131,20	89.743,48	81.016,21	85.574,23
600005	BADGES SEAS	0,00	0,00	0,00	10.890,00
600006	MATERIEL DIDACTIQUE	111.028,23	49.837,15	74.878,84	35.783,36
600007	PETIT MATERIEL ACCUEILLANTES	0,00	0,00	84,96	299,14
600008	ACTIVITES PARENTS - ENFANTS	0,00	0,00	1.486,83	736,47
600012	ALIMENTATION	0,00	7,40	55,66	105,72
600013	LIQUIDAT*SUBV.PROV.ACCUEILLANTES	35.583,00	37.916,00	40.661,74	32.126,30
600050	GOUTERS EXTRA-SCOL.+ PLAINES	102.687,45	101.211,00	102.707,94	120.245,70
602102	QUOTE PART ISBW CRECHE PTITS MOUSSES	25.000,00	25.000,00	25.000,00	25.000,00
603000	ACTIVITES DU PERSONNEL	0,00	0,00	181,54	0,00
=>TOT : Achats (600/8)		377.163,88	305.893,78	328.076,09	312.315,10
=>TOT : Approvisionnements et marchandises (60)		377.163,88	305.893,78	328.076,09	312.315,10

Services et biens divers (61)

610000	LOYER CHASTRE	16.360,97	16.360,97	31.151,00	31.151,00
610001	LOYER BRAINE L"ALLEUD	8.014,53	8.072,76	8.398,04	8.443,84
610003	LOCATIONS SALLES	8.760,00	7.723,22	11.186,81	14.340,60
610004	LOCATION MATERIEL	1.405,36	596,57	86,45	846,50
610005	LOYER WAVRE	0,00	0,00	0,00	2.220,00
610100	CHARGES LOCATIVES	29.845,69	34.237,65	31.959,00	32.014,51
610500	RENTING VOITURE	7.710,12	9.111,96	7.185,24	10.652,87
610501	RENTING CAMIONNETTE	5.689,75	6.724,25	4.363,67	5.669,16
610502	RENTING COPIEUR	8.639,00	7.466,23	8.811,45	6.855,97
611000	ENTRET.-REPAR BATIMENTS	9.413,22	11.277,75	10.817,19	18.455,10
611001	ENTRET.-REPAR VOITURE	0,00	0,00	55,20	7.649,56
611002	ENTRET.-REPAR CAMIONNETTE	67,80	39,50	0,00	108,20
611003	ENTRET.-REPAR MAT OUTILLAGE	1.407,73	907,18	2.097,46	2.062,61
611004	ENTRET.-REPAR MACHINE ET MAT DE BUREAU	491,98	2.127,34	1.440,24	1.052,10
611005	PRODUITS ET ENTRETIEN	5.263,04	4.894,34	4.776,79	4.275,24
612000	EAU-GAZ-ELECT-CHAUF	25.505,95	19.922,86	18.770,74	20.654,90
612100	TELEPHONE	8.740,97	8.546,65	6.669,44	8.071,19
612101	GSM	16.161,67	17.263,03	15.738,21	16.977,55
612120	PRODUITS PHARMACEUTIQUES	2.751,57	1.926,93	1.699,82	3.043,87
612130	POSTE	44.022,27	41.234,25	38.034,97	43.167,17
612140	VETEMENTS	249,56	760,80	1.514,47	539,00
612150	PETIT MATERIEL	989,65	2.104,42	3.851,36	1.992,37
612302	ABONNEMENTS-DOCUMENTATION	3.775,81	3.306,67	2.818,86	2.091,48
612303	IMPRIMERIE	551,30	3.215,40	1.543,76	2.161,05
612304	FOURNITURES DE BUREAU	20.282,05	20.982,44	22.745,13	19.200,57
612305	FRAIS INFORMATIQUES	12.834,83	11.629,69	31.841,40	26.092,66
612306	ACCESSOIRES GSM	23,74	42,72	0,00	20,56

Compte de résultats comparé			2016	2017	2018	2019
613100	ASSURANCE INCENDIE		567,10	1.084,72	80,69	789,22
613101	ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE		13.887,90	14.036,64	14.580,00	635,91
613102	ASSURANCE INFORMATIQUE		115,29	88,05	154,82	14.294,88
613103	ASSURANCES DIVERSES		273,14	282,69	0,00	138,73
613210	HONORAIRES COMMISSAIRE REVISEUR		4.840,00	5.662,50	7.078,80	4.247,10
613211	HONORAIRES COMPTABILITE		13.927,49	21.104,42	1.064,81	15.337,37
613212	HONORAIRES SECRETARIAT SOCIAL		32.089,82	33.752,09	34.930,34	37.150,65
613213	HONORAIRES AVOCATS		14.396,84	10.746,46	10.730,27	22.369,87
613214	HONORAIRES INFORMATICIEN		12.547,70	1.016,40	701,80	15.396,58
613215	HONORAIRES HUISSIER DE JUSTICE		8.649,69	14.308,15	6.204,29	24.429,87
613216	HONORAIRES DIVERS		0,00	9.075,00	0,00	0,00
613217	HONORAIRES CHEQUES REPAS		0,00	331,75	1.024,80	1.082,48
613218	HONORAIRES CONSULTANTS EXT/RGPD		0,00	0,00	0,00	32.742,60
613220	COTISATIONS		2.841,18	2.881,56	2.912,13	2.952,51
613240	SEMIN.-FORMATIONS-COLLOQUES (personnel)		25.136,98	51.934,28	54.984,46	37.093,43
613250	PUBLICATIONS LEGALES		700,93	1.472,96	1.611,98	2.491,56
613300	FRAIS KM MISSIONS		288.665,77	290.898,02	309.485,87	321.446,04
613303	TRAIN-TRAM-TAXI-BUS		4.887,20	5.186,15	3.935,70	2.570,70
613304	TRAIN-TRAM-BUS - (fiches 281.50) (stagiaires)		0,00	9,20	0,00	0,00
613305	FRAIS D'EXCURSION ET TRANSPORT		4.375,03	3.066,20	1.772,60	1.516,48
613306	PARKING		785,70	839,04	79,17	72,28
613310	HOTEL + VOYAGES		0,00	257,20	65,00	0,00
613311	FRAIS DE REPRESENTATION		97,05	132,20	390,90	170,00
613312	ALIMENTATION (VISITEURS+PERSON.)		20.605,90	14.029,90	13.852,94	20.044,24
613400	CARBURANT VOITURES		2.381,53	2.918,73	3.077,90	3.938,27
614000	PUBLICITE		0,00	0,00	0,00	1.675,85
614100	FLEURS + CADEAUX		3.716,96	887,70	1.099,00	555,90
618100	JETONS DE PRESENCE ORGANE DE GESTION		28.964,04	27.944,04	23.666,70	27.185,37
618101	FRAIS DEPLAC.ORGANE GESTION		1.089,93	954,30	854,81	1.454,74
618200	COTISATION INASTI ADMINISTRATEUR		11.962,26	-16,01	4.709,91	5.493,91
<b>=&gt;TOT : Services et biens divers (61)</b>			<b>736.463,99</b>	<b>755.359,92</b>	<b>766.606,39</b>	<b>887.086,17</b>
Rémunérations, charges sociales et pensions (62)						
620200	BRUT PERSONNEL		5.796.081,83	5.927.581,66	6.100.152,63	6.404.209,92
620201	BRUT PERSONNEL Fr.dépl. DLT		49.505,06	57.712,42	69.342,63	72.711,09
620210	BRUT ACCUEILLANTES		541.475,44	561.445,07	528.061,76	413.965,39
621000	ONSS PATRONALE PERSONNEL		1.776.933,62	1.800.458,73	1.836.210,18	1.917.717,45
621010	ONSS PATRONALE ACCUEILLANTES		49.143,95	61.722,23	60.261,45	49.409,91
621020	ONSS REDUCTION APE		-24.737,04	-30.614,51	-24.536,15	-25.970,05
621080	ONSS REGULARISATION (DIFF 454/TRIM)		-3.040,61	0,00	0,00	-10.660,48
622100	RECUP AVANTAGE VOITURE		-1.478,76	-1.389,96	-1.311,12	-2.290,85
622110	RECUP QUOTE PART EMPLOYES CHEQUES REP		0,00	-12.442,55	-36.758,47	-38.191,31
623000	ASSURANCE LOI - ACC. TRAVAIL		103.050,93	118.307,28	118.176,75	118.735,52
623100	MEDECINE DU TRAVAIL		15.753,76	30.712,35	21.626,12	17.209,96
623101	CONTRÔLE MEDICAL		759,64	347,11	245,98	71,92
624000	PRIME SYNDICALE		9.728,97	9.728,95	9.449,65	9.961,70
624500	AUTRES FRAIS DE PERSONNEL		0,00	0,00	0,00	3.270,63
624510	CHEQUES REPAS		0,00	33.726,00	101.478,00	105.357,00
625000	PROV PEC VACANCES		392.944,76	405.392,87	438.535,43	473.726,96
625100	REPRISE PROV PEC VAC		-384.514,26	-392.944,76	-405.392,87	-438.535,43
<b>=&gt;TOT : Rémunérations et charges sociales (62)</b>			<b>8.321.607,29</b>	<b>8.569.742,89</b>	<b>8.815.541,97</b>	<b>9.070.699,33</b>
Amortissements et réductions de valeur (630)						
630000	DOTATION AMORTISSEMENTS		71.576,72	71.489,02	91.772,69	93.193,42
<b>=&gt;TOT : Amortissements et réductions de valeur (630)</b>			<b>71.576,72</b>	<b>71.489,02</b>	<b>91.772,69</b>	<b>93.193,42</b>



Compte de résultats comparé				2016	2017	2018	2019
Réductions de valeur sur stocks et autres (631/4)		634000	DOT RED VAL S/CREANCE COMM.	28.939,75	45.284,16	37.469,45	44.078,51
		634010	DOT RED VAL S/CREANCE MEDIATION	791,65	164,00	164,00	734,54
		634100	REPRISE RED VAL S/CREANCE COMM.	-26.799,17	-34.357,98	-36.216,63	-40.571,93
		634101	REPRISE RED VAL S/CREANCE GENERALE	-353,82	0,00	0,00	-1.074,24
		634110	REPRISE RED VAL S/CREANCE MEDIATION	-823,53	-379,91	-729,94	-2.713,96
<b>=&gt;TOT : Réductions de valeur et autres (631/4)</b>				<b>1.754,88</b>	<b>10.710,27</b>	<b>686,88</b>	<b>452,92</b>
Autres charges d'exploitation (640/8)		640030	AMENDES	0,00	177,75	0,00	200,00
		642000	MOINS VALUE S/REAL CREANCE COM.	6.058,69	7.449,21	9.441,67	14.354,96
		643000	CHARGES D"EXPLOIT. DIVERSES	169,00	293,00	7,26	74,98
<b>=&gt;TOT : Autres charges d'exploitation (640/8)</b>				<b>6.227,69</b>	<b>7.919,96</b>	<b>9.448,93</b>	<b>14.629,94</b>
<b>=&gt;TOT : Coûts de ventes et des prestations (60/64)</b>				<b>9.514.794,45</b>	<b>9.721.115,84</b>	<b>10.012.132,95</b>	<b>10.378.376,88</b>
<b>=&gt;TOT : Compte d'exploitation</b>				<b>212.512,19</b>	<b>2.967,27</b>	<b>-113.999,87</b>	<b>-212.886,09</b>
Résultat financier		750000	INTERETS CREDITEURS	5,90	0,00	0,00	
Produits financiers (75)		753000	AMORT SUBSIDE EN CAPITAL	0,00	0,00	22.215,37	22.215,37
Produits des immobilisations financières (750)				5,90	0,00	22.215,37	22.215,37
		755100	ECART DE PAIEMENT	16,56	37,83	130,75	27,72
<b>=&gt;TOT : Autres produits financiers (752/9)</b>				<b>16,56</b>	<b>37,83</b>	<b>130,75</b>	<b>27,72</b>
<b>=&gt;TOT : Produits financiers (75)</b>				<b>22,46</b>	<b>37,83</b>	<b>22.346,12</b>	<b>22.243,09</b>
Charges financières (65)		650000	INTERETS DEBITEURS BANQUES	4.576,64	1.081,16	0,53	1,05
Charges sur dettes (650)		650002	INTERETS STRAIGHT LOAN	383,31	737,97	1.642,68	684,31
		650700	INTERETS DE RETARD	20,04	45,12	216,00	224,06
				<b>4.979,99</b>	<b>1.864,25</b>	<b>1.859,21</b>	<b>909,42</b>
		655100	ECARTS DE PAIEMENT AUTOMATIQUE	17,29	35,15	652,39	40,73
		656000	FRAIS DE BANQUE	214,79	916,72	455,82	892,78
		656001	FRAIS ISABEL	0,00	0,00	1.079,53	1.184,79
		656002	INTERVENTION COMMERCIALE ISABEL	0,00	0,00	-1.000,00	-1.000,00
<b>=&gt;TOT : Autres charges financières (652/9)</b>				<b>232,08</b>	<b>951,87</b>	<b>1.187,74</b>	<b>1.118,30</b>
<b>=&gt;TOT : Charges financières (65)</b>				<b>5.212,07</b>	<b>2.816,12</b>	<b>3.046,95</b>	<b>2.027,72</b>
<b>=&gt;TOT : Résultat financier</b>				<b>-5.189,61</b>	<b>-2.778,29</b>	<b>19.299,17</b>	<b>20.215,37</b>
Résultat exceptionnel		764000	AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS	293,00	0,00	0,00	0,00
Produits exceptionnels (76)		771000	REGUL.IMPOT EX.PREC.	0,00	0,00	0,01	0,00
Autres produits exceptionnels (764/9)							
<b>=&gt;TOT : Résultat exceptionnel</b>				<b>293,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,01</b>	<b>0,00</b>
Régularisation		670000	IMPOTS ET PRECOMPTES PAYES	85,45	188,98	0,00	
Impôts sur le résultat (67/77)		670100	IMPOTS EXCERCICE PRECEDENTS	-0,03	0,00	0,00	
Impôts (670/3)		670200	CHARGES FISCALES ESTIMEES	0,00	0,00	155,12	271,05
<b>=&gt;TOT : Impôts (670/3)</b>				<b>85,42</b>	<b>188,98</b>	<b>155,12</b>	<b>271,05</b>
<b>=&gt;TOT : Impôts sur le résultat (67/77)</b>				<b>85,42</b>	<b>188,98</b>	<b>155,12</b>	<b>271,05</b>
<b>=&gt;TOT : Régularisation</b>				<b>85,42</b>	<b>188,98</b>	<b>155,12</b>	<b>271,05</b>
<b>=&gt;TOT : COMPTE DE RESULTATS</b>				<b>207.530,16</b>	<b>0,00</b>	<b>-94.855,81</b>	<b>-192.941,77</b>

# Bilan 2019



ACTIF			
Actifs immobilisés (20/28)			A AI
Immobilisations incorporelles (21)			A AI II
	215000	LOGICIELS	88.956,05
	215900	AMORTISSEMENT LOGICIELS	-87.514,63
=> TOT : Immobilisations incorporelles (21)			1.441,42
Immobilisations corporelles (22/27)			A AI III
Installation, machines et outillage (23)			A AI III B
	232000	OUTILLAGE	8.065,70
	232900	AMORT OUTILLAGE	-6.484,45
=> TOT : Installation, machines et outillage (23)			1.581,25
Mobilier et matériel roulant (24)			A AI III C
	240000	MOBILIER ET MATERIEL	82.605,37
	240100	MATERIEL DE BUREAU	4.411,69
	240300	INFORMATIQUE	348.538,85
	240350	MATERIEL AUDIO VISUEL	1.872,04
	240500	GSM	9.787,84
	240600	MATERIEL DE PUERICULTURE 3 ANS	16.203,65
	240609	AMORT MAT.PUERIC.3ANS	-13.638,49
	240610	MATERIEL DE PUERICULTURE 5 ANS	19.986,88
	240619	AMORT.MAT.PUERIC.5ANS	-14.222,26
	240700	MATERIEL SAES 3 ANS	17.277,51
	240709	AMORT MATERIEL SAES 3 ANS	-11.518,34
	240710	MATERIEL SAES 5 ANS	45.817,68
	240719	AMORT MATERIEL SAES 5 ANS	-18.191,08
	240900	AMORT MOB-MATERIEL DE BUR	-74.860,28
	240910	AMORT MAT DE BUREAU	-4.178,04
	240930	AMORT INFORMATIQUE	-336.842,21
	240935	AMORT AUDIO VISUEL	-1.872,04
	240950	AMORT GSM	-9.787,84
=> TOT : Mobilier et matériel roulant (24)			61.390,93
Autres immobilisations corporelles (26)			A AI III E
	260000	FRAIS AMENAGEMENT LOCAUX	443.801,27
	260001	FRAIS AMENAGEMENT LOCAUX BR	1.739,75
	260900	AMORT FR AMENAG LOCAUX	-439.528,42
	260901	AMORT.AMENAG.LOCAUX BRAINE	-1.739,75

=> TOT : Autres immobilisations corporelles (26)		4.272,85
=> TOT : Immobilisations corporelles (22/27)		67.245,03
=> TOT : Actifs immobilisés (20/28)		68.686,45
Actifs circulants (29/58)	A AR	
Créances à un an au plus (40/41)	A AR VII	
Créances commerciales (40)	A AR VII A	
	400000 CLIENTS	1.349.094,78
	400099 CLIENTS NON IDENTIFIES	-22,78
	404000 FACTURES A ETABLIR	24.889,28
	407000 CREANCES DOUTEUSES	90.252,38
	407010 CREANCES DOUTEUSES MEDIATIO	3.333,54
	409000 REDUCTIONS VALEUR S/CR DOUTE	-90.252,38
	409010 REDUC VAL S/CR DOUTEUSES MED	-3.333,54
=> TOT : Créances commerciales (40)		1.373.961,28
Autres créances (41)	A AR VII B	
	416198 INTERV.COMMERCIALE ISABEL A RE	1.000,00
=> TOT : Autres créances (41)		1.000,00
=> TOT : Créances à un an au plus (40/41)		1.374.961,28
Valeurs disponibles (54/58)	A AR VIII	
	550001 BELFIUS 091-0105548-41 EXTRASCO	65.272,24
	550003 BELFIUS 091-0006277-01 SG	158.047,20
	550004 BELFIUS 091-0006276-97	28.598,28
	550005 BELFIUS 091-0112717-32- Garanties	114.619,03
	550009 ING BE31 3631 6673 4855	10.523,45
	550010 BELFIUS BE11 0910 2215 6748	9.728,71
	550100 BEL BE85-8306 FONDS SOCIAL	10.396,15
	580020 RECHARGEMENT CARTE PREPAID	1.136,10
=> TOT : Valeurs disponibles (54/58)		398.321,16
Comptes de régularisations (490/1)	A AR X	
	490000 CHARGES A REPORTER	9.284,88
	499000 COMPTE D'ATTENTE	-838,72
=> TOT : Comptes de régularisations (490/1)		8.446,16
=> TOT : Actifs circulants (29/58)		1.781.728,60
=> TOT : ACTIF		1.850.415,05

PASSIF			
Capitaux propres (10/15)		P CP	
Capital (10)		P CP I	
Capital souscrit (100)		P CP I A	
	100000 CAPITAL SOUSCRIT	953.376,48	
=> TOT : Capital souscrit (100)			953.376,48
=> TOT : Capital (10)			953.376,48
Primes d'émission (11)		P CP II	
	110000 PRIME D'EMISSION	30.158,11	
=> TOT : Primes d'émission (11)			30.158,11
Réserves (13)		P CP IV	
Réserve légale (130)		P CP IV A	
	130000 RESERVE LEGALE	95.376,04	
=> TOT : Réserve légale (130)			95.376,04
=> TOT : Réserves (13)			95.376,04
Bénéfice ou perte reporté (140/141)		P CP V	
	140000 RESULTAT REPORTE	-17.748,01	
=> TOT : Bénéfice ou perte reporté (140/141)			-17.748,01
Subsides en capital (15)		P CP VI	
	150000 SUBSIDE EN CAPITAL	84.673,43	
	151000 SUBSIDE EN CAPITAL AMORT	-44.430,74	
=> TOT : Subsides en capital (15)			40.242,69
=> TOT : Capitaux propres (10/15)			1.101.405,31
Dettes (17/49)		P DE	
Dettes à un an au plus (42/48)		P DE VIII	
Dettes commerciales (44)		P DE VIIIIC	
Fournisseurs (440/4)		P DE VIIIIC 1	
	440000 FOURNISSEURS	145.504,50	
	440001 CAUTIONS	50.868,04	
	444000 FACTURES A RECEVOIR	12.314,28	
	444100 NOTE DE CREDIT A ETABLIR	33.806,21	
=> TOT : Fournisseurs (440/4)			242.493,03
=> TOT : Dettes commerciales (44)			242.493,03
Dettes fiscales, salariales et sociales (45)		P DE VIIIIE	
Impôts (450/3)		P DE VIIIIE 1	
	450000 DETTES FISCALES ESTIMEES	271,05	
	453001 PREC PROF JANVIER	4.906,20	
	453012 PREC PROF DECEMBRE	82.876,77	
	453150 PRECOMPTE REGULARISATION	-1.265,17	

=> TOT : Impôts (450/3)		86.788,85
Rémunérations et charges sociales (454/9)		P DE VIIIIE 2
454191	ONSS 1°TRIM 19	3.352,84
454192	ONSS 2°TRIM 19	1.897,88
454193	ONSS 3°TRIM 19	1.772,18
454194	ONSS 4°TRIM 19	39.781,54
454600	ONSS PRIMES SYNDICALES	9.961,70
454603	ONSS COTISATION INASTI	5.493,91
455001	REMUS JANVIER A PAYER	7.992,23
455004	REMUS AVRIL A PAYER	-256,36
455005	REMUS MAI A PAYER	1.461,83
455007	REMUS JUILLET A PAYER	-375,39
455008	REMUS AOÛT A PAYER	2,18
455009	REMUS SEPTEMBRE A PAYER	-398,60
455010	REMUS OCTOBRE A PAYER	9,63
455011	REMUS NOVEMBRE A PAYER	-2.220,73
455012	REMUS DECEMBRE A PAYER	1.243,72
455020	REMUS NET ACCUEILLANTES	32.481,52
456000	PROVISION PECULES VACANCES	473.726,96
=> TOT : Rémunérations et charges sociales (454/9)		575.927,04
=> TOT : Dettes fiscales, salariales et sociales (45)		662.715,89
Autres dettes (47/48)		P DE VIIIIF
474000	PART SOCIALES B ET C A REMBOUR	272,80
489100	FONS SOCIAL	10.396,15
489101	FONS SOCIAL A REMBOURSER	475,00
=> TOT : Autres dettes (47/48)		11.143,95
=> TOT : Dettes à un an au plus (42/48)		916.352,87
Comptes de régularisations (492/3)		P DE X
492000	CHARGES A IMPUTER	6.415,89
493000	PRODUITS A REPORTER	19.182,75
=> TOT : Comptes de régularisations (492/3)		25.598,64
=> TOT : Dettes (17/49)		941.951,51
=> TOT : PASSIF		2.043.356,82
<b>Perte reportée</b>		<b>-192.941,77</b>

## NOTE A L'ATTENTION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE RELATIVE AUX MARCHES PUBLICS ATTRIBUÉS EN 2019

Veuillez trouver ci-dessous les différents marchés publics de l'ISBW attribués entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre 2019 :

DATE D'ATTRIBUTION DU MARCHÉ	OBJET DU MARCHÉ	MODE DE PASSATION	TYPE DE MARCHÉ	SOCIÉTÉS/PERSONNES CONTACTÉES	SOUSSIONNAIRE(S)	SOCIÉTÉ A QUI REVIENT LE MARCHÉ	MONTANT DU MARCHÉ	DURÉE DU CONTRAT
27/02/2019	Location d'un système de gestion informatique pour l'enregistrement informatisé et la transmission des présences d'enfants dans le cadre d'un accueil extrascolaire	Procédure négociée sans publication préalable	Marché de fournitures	- DDI - IMIO - APSCHOOL - FLAG2000 - EDUC ASSIST ASBL	- APSCHOOL - FLAG 2000	APSCHOOL	116.361€ TVAC	3 ans
06/11/2019	Avenant au contrat du marché augmentant celui-ci de cinq bornes supplémentaires du 01 janvier 2020 et ce, jusqu'à la fin du marché initial.						14.543,70€ TVAC	30 mois, pas encore en application sur le terrain
30/09/2019	Location de trois photocopieurs multifonctions, à l'état neuf, avec contrat d'entretien omnium	Procédure négociée sans publication préalable	Marché de services	- KONICA MINOLTA BUSINESS SOLUTIONS (BELGIUM) NV/SA - RICOH BELGIUM - EPSON EUROPE - XEROX - CANON BELGIUM - SPIE BELGIUM - KYOCERA Document Solutions Belgium	- KONICA MINOLTA - CANON BELGIUM - SPIE/MIMEOS - DAVIN	CANON BELGIUM	27.125,76€ pour la location des trois photocopieurs multifonctions et un montant de 0,0018€/clic noir et blanc et de 0,030€/clic couleurs	4 ans

				- HEWLETT PACKARD ENTREPRISE HPE BELGIUM - DAVIN				
--	--	--	--	--	--	--	--	--

Elodie DE SPIEGELEIR  
Collaboratrice Pôle RH

Corentin MAHIEU  
Chef du Pôle RH

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DE L'INTERCOMMUNALE SOCIALE DU BRABANT WALLON  
DU 29 JUIN 2020

---

**Objet :** Arrêt du compte de résultats et bilan 2019 + annexe (liste des marchés publics).

**Présents** : voir liste des présences.

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;

Vu les statuts de l'Intercommunale sociale du Brabant wallon approuvés le 20 février 2008 et plus particulièrement l'article 26 ;

Sur proposition du Bureau exécutif ;

Après en avoir délibéré ;

**DECIDE A XXX :**

Article unique :

D'arrêter le compte de résultats 2019, le bilan 2019 ainsi que leur annexe et de les transmettre à l'Assemblée générale pour approbation.

Vincent De Laet  
Directeur général

Anne Masson  
Présidente



DELIBERATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE  
DE L'INTERCOMMUNALE SOCIALE DU BRABANT WALLON  
DU 03 SEPTEMBRE 2020

---

**Objet : approbation du compte de résultats, du bilan et de la liste des marchés publics 2019.**

**Présents** : voir liste des présences.

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;

Vu les statuts de l'Intercommunale sociale du Brabant wallon approuvés le 20 février 2008 et plus particulièrement les articles 35 §3, 37, al 4 et 40bis;

Vu les délibérations adoptées par les Conseils communaux de ... ;

Vu la délibération adoptée par le Conseil provincial en séance du ... ;

Vu les votes intervenus en séance ;

Sur proposition du Conseil d'administration ;

Après en avoir délibéré ;

**DECIDE par**

Total des votes exprimés	pour	contre	abstention

Total des votes communaux	pour	contre	abstention

Total des votes provinciaux	pour	contre	abstention

Article premier :

D'approuver le compte de résultat, le bilan et la liste des marchés publics 2019 de l'Intercommunale.

Article 2 :

Charge le Directeur général d'effectuer les mesures de publicité requises et de transmettre la décision aux autorités de tutelle et à la Banque nationale belge.

Vincent De Laet  
Directeur général

Anne Masson  
Présidente

DELIBERATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE  
DE L'INTERCOMMUNALE SOCIALE DU BRABANT WALLON  
DU 03 SEPTEMBRE 2020

---

**Objet : Approbation du rapport d'activité 2019.**

**Présents** : voir liste des présences.

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;

Vu les statuts de l'Intercommunale sociale du Brabant wallon approuvés le 20 février 2008 et plus particulièrement les articles 35 §3, 37 et 40bis ;

Vu les délibérations adoptées par les Conseils communaux de ... ;

Vu la délibération adoptée par le Conseil provincial en séance du ... ;

Vu les votes émis en séance ;

Sur proposition du Conseil d'administration ;

Après en avoir délibéré ;

**DECIDE par**

Total des votes exprimés	pour	contre	abstention

Total des votes communaux	pour	contre	abstention

Total des votes provinciaux	pour	contre	abstention

Article premier :

D'approuver le rapport d'activité 2019 de l'Intercommunale sociale du Brabant wallon.

Article 2 :

De charger le Directeur général de transmettre ces documents aux autorités de tutelle.

Vincent De Laet  
Directeur général

Anne Masson  
Présidente

DÉLIBÉRATION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE  
DE L'INTERCOMMUNALE SOCIALE DU BRABANT WALLON  
DU 03 SEPTEMBRE 2020

---

**Objet : décharge aux administrateurs.**

**Présents** : voir liste des présences.

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;

Vu les statuts de l'Intercommunale sociale du Brabant wallon approuvés le 20 février 2008 et plus particulièrement les articles 35 §3, 37 et 40bis ;

Vu les délibérations adoptées par les Conseils communaux de ... ;

Vu la délibération adoptée par le Conseil provincial en séance du ... ;

Vu les votes émis en séance ;

Sur proposition du Conseil d'administration ;

Après en avoir délibéré ;

**DECIDE par**

Total des votes exprimés	pour	contre	abstention

Total des votes communaux	pour	contre	abstention

Total des votes provinciaux	pour	contre	abstention

Article premier :

De donner décharge aux administrateurs :

• Agapitos	Sophie
• Bury	Stéphanie
• Cambron	Carl
• Darmstaedter	Anne
• Delmez	Annie
• Gendarme	Fabienne
• Henrioulle	Ludivine
• Hermal	Carine
• Lebon	Patricia
• Masson	Anne
• Meurice	Jean-Luc
• Otlet	Jacques
• Peeterbroeck	Françoise
• Pirart	Gaétan
• Rouget	Lionel
• Thoreau	Benoit
• Tordoir	Joseph
• Traoré	Charles

- |          |        |
|----------|--------|
| • Tricot | Michel |
| • Verté  | Cédric |

Article 2 :

De charger le Directeur général de transmettre ces documents aux autorités de tutelle.

Vincent De Laet  
Directeur général

Anne Masson  
Présidente

DELIBERATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE  
DE L'INTERCOMMUNALE SOCIALE DU BRABANT WALLON  
DU 03 SEPTEMBRE 2020

---

**Objet : décharge au Collège des Contrôleurs aux comptes.**

**Présents** : voir liste des présences.

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;

Vu les statuts de l'Intercommunale sociale du Brabant wallon approuvés le 20 février 2008 et plus particulièrement les articles 35 §3, 37 et 40bis ;

Vu les délibérations adoptées par les Conseils communaux de ... ;

Vu la délibération adoptée par le Conseil provincial en séance du ...;

Sur proposition du Conseil d'administration ;

Après en avoir délibéré ;

**DECIDE par**

Total des votes exprimés	pour	contre	abstention

Total des votes communaux	pour	contre	abstention

Total des votes provinciaux	pour	contre	abstention

Article premier :

De donner décharge aux Contrôleurs aux comptes.

Article 2 :

Charge le Directeur général de transmettre ces documents aux autorités de tutelle.

Vincent De Laet  
Directeur général

Anne Masson  
Présidente

DELIBERATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE  
DE L'INTERCOMMUNALE SOCIALE DU BRABANT WALLON  
DU 03 SEPTMEBRE 2020

---

**Objet : Nominations du membre du Collège des contrôleurs aux comptes.**

**Présents** : voir liste des présences.

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1523-14, 3° et L1523-24 ;

Vu les statuts de l'Intercommunale sociale du Brabant wallon approuvés le 20 février 2008, notamment les articles 30, 31, 32 et 40bis ;

Vu la décision du Comité directeur du 2 mars 2020 de choisir le mode de passation du marché – en l'occurrence, la procédure négociée sans publicité lors du lancement de la procédure – et d'en fixer les conditions dans le cahier spécial des charges pour un marché de services – désignation d'un commissaire-réviseur d'entreprises ;

Vu la décision du Comité directeur du 15 juin 2020 d'acter que les offres de Groupe Audit Belgium SC SPRL, CDP Petit & Co SRL, Christine Coyette-Vande Bosch SCPRL, EuroAudit de Ghellinck SC, Knaepen Lafontaine SCPRL, RSM Interaudit Cvba SCRL, SANO Audit SRL remplissent toutes les obligations et conditions requises sous peine d'exclusion par le cahier spécial des charges ;

Vu la décision du même Comité directeur d'attribuer le marché d'un commissaire-réviseur d'entreprises comme membre du Collège des Contrôleurs aux comptes à Knaepen-Lafontaine SCPRL ;

Vu AGW de pouvoirs spéciaux n°32 relatif à la tenue des réunions des organes des intercommunales, sociétés à participation publique locale significative, associations de pouvoirs publics visées à l'article 118 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, sociétés de logement de service public, A.S.B.L. communale ou provinciale, régies communale ou provinciale autonome, association de projet ou tout autre organisme supralocal ayant pris la forme d'une société ou d'une association ;

Vu l'échéance de l'actuel mandat triennal au 30 juin 2020 ;

Considérant que le marché a été régulièrement attribué et qu'il restait à l'Assemblée générale de valider cette attribution ;

Considérant que la crise de la pandémie n'a pas permis à l'Assemblée générale de désigner le réviseur d'entreprise pour le nouveau triennat avant le 30 juin 2020 ;

Considérant la nécessité de maintenir le cycle normal des mandats des membres du Collège des contrôleurs aux comptes ;

Vu les délibérations adoptées par les Conseils communaux de ... ;

Vu la délibération adoptée par le Conseil provincial en séance du ... ;

Vu les votes émis en séance ;

Sur proposition du Conseil d'administration ;

Après en avoir délibéré ;

**DECIDE par**

Total des votes exprimés	pour	contre	abstention

Total des votes communaux	pour	contre	abstention

Total des votes provinciaux	pour	contre	abstention

Article premier :

De nommer avec effet rétroactif le commissaire-réviseur d'entreprises qui sera délégué par Knaepen-Lafontaine SCPRL membre du Collège des Contrôleurs aux comptes du 1<sup>er</sup> juillet 2020 au 30 juin 2023.

Article 2 :

D'acter que les honoraires de Knaepen-Lafontaine SCPRL pour l'exécution de l'ensemble de leur mandat de trois année seront de 18.367,80 € TVAC.

Article 3 :

Charge le Directeur général de transmettre ces documents aux autorités de tutelle.

Vincent De Laet  
Directeur général

Anne Masson  
Présidente